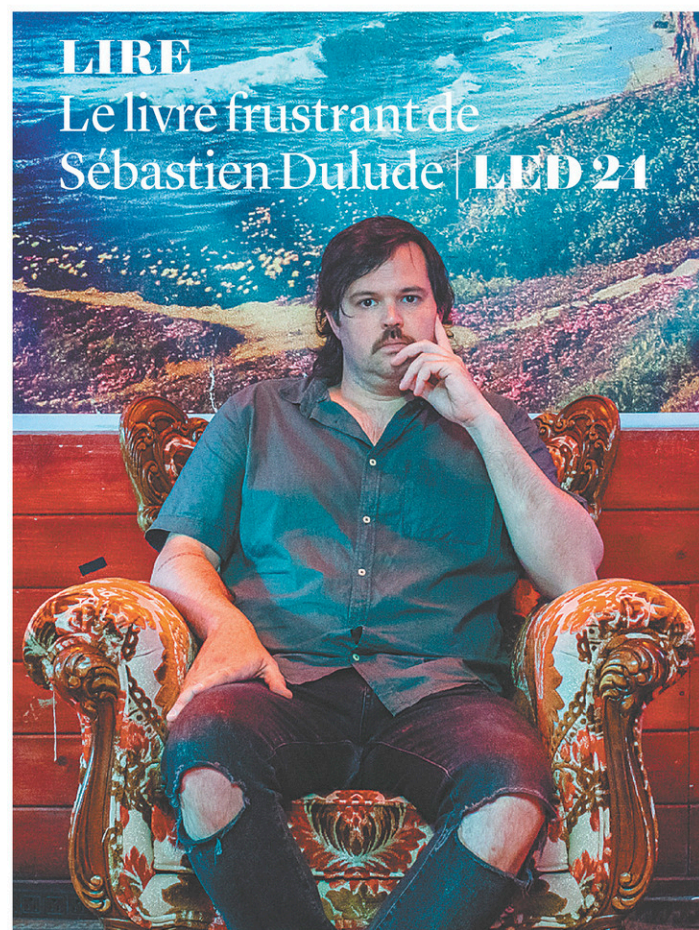




ACTUALITÉS
Le Devoir en Norvège,
témoin du virage vert | A 12



LIRE
Le livre frustrant de
Sébastien Dulude | LED 21



CULTURE
FTA : penser le grotesque
sur scène | LED 4

III JEAN-CLAUDE LABRECQUE, 1938-2019



Le cinéaste Jean-Claude Labrecque aura documenté le Québec des années 1960 à aujourd'hui.
JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La mémoire d'une nation

Réalisateur, monteur, scénariste, producteur et caméraman de haut vol, Jean-Claude Labrecque a tâté de tous les métiers du cinéma

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Rarement la devise « Je me souviens » aura trouvé adepte plus fervent que Jean-Claude Labrecque. Ce pionnier du cinéma direct offrit au Québec, en plus d'un demi-siècle de carrière, la plus importante banque d'images de sa Révolution tranquille. Témoin et archiviste, ce maître de la caméra s'est éteint dans la nuit du 31 mai entouré de ses trois fils, au Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

La silhouette ronde et la chaleur du grand mémorialiste nous hanteront longtemps, comme l'acuité de son regard posé sur sa société en marche. Il aura forgé notre histoire, tant artistique que sportive et politique, issu

de l'époque où les caméras devenues légères, portées à l'épaule, allaient donner le feu vert aux grandes explorations humaines et stylistiques.

Sa santé chancelait depuis plusieurs années avec l'usure du cœur et du corps, d'autant plus affecté par l'hospitalisation ces derniers mois de sa campagne, l'ancienne critique de cinéma du *Devoir* Francine Laurendeau, mais l'esprit alerte et la mémoire vive, vrai puits d'anecdotes et jamais avare de témoignages. « Dans chaque film que j'ai fait, j'ai toujours essayé, souvent sans m'en rendre compte, de maîtriser la technique, mais surtout d'être à hauteur d'homme », expliquait-il.

C'est sous ce titre, *À hauteur d'homme*, en 2003, que le cinéaste remporta le Jutra du meilleur documentaire pour avoir si bien suivi de l'intérieur la campagne de Bernard Landry. Jean-Claude Labrecque aura

été comblé d'honneurs mérités, lauréat au Québec du prix Albert-Tessier pour l'ensemble de son œuvre en 1992, l'année suivante adoubé chevalier de l'Ordre des arts et de lettres par la France, primé de l'Ordre national du Québec en 2009, puis de l'Ordre du Canada en 2010. La soirée des Jutra lui avait décerné son laurier hommage en 2012.

Monteur, scénariste, producteur, cinéaste et caméraman de haut vol, il aura tâté de tous les métiers du cinéma. Ce lauréat du prix Albert-Tessier en 1992 et du prix hommage aux Jutra 2008 a tenu la caméra à Cinecittà pour un film sur Antonioni, assisté au tournage de *Juliette des esprits* de Fellini, atrapant au passage des fragments de l'histoire du septième art. Ainsi s'est forgée également sa légende.

VOIR PAGE A 6 : MÉMOIRE

III FEMMES AUTOCHTONES

Le Canada accusé de génocide

HÉLÈNE BUZZETTI
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À OTTAWA
LE DEVOIR

Le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées sera remis à Justin Trudeau lundi, au cours d'une cérémonie à Gatineau

C'est à rien de moins qu'un « génocide canadien » que doivent être assimilées les centaines, voire les milliers, de disparitions de femmes autochtones survenues au cours des soixante dernières années. Ainsi conclut l'enquête nationale sur les femmes autochtones au terme de deux ans et demi de travaux, qui lance du même coup un débat explosif sur le caractère intentionnel de ce « génocide ».

L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées doit déposer son rapport final lundi à Ottawa. Mais, selon la CBC, qui en a obtenu une copie, le rapport conclut que ce « génocide canadien » a été rendu possible « par les actions et inactions de l'État enracinées dans le colonialisme et l'idéologie colonialiste ». Une source bien placée a confirmé au *Devoir* ces informations.

« Nous savons que des milliers de femmes, de filles et de 2SLGBTQQIA — deux esprits, lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, *queer*, en questionnement, intersexuelles et asexuelles — autochtones ont été victimes du génocide canadien jusqu'à présent », est-il écrit. « Le fait que les Premières Nations, les peuples inuits et métis sont encore ici et que leur population croît ne devrait pas nous faire écarter l'allégation de génocide. »

En coulisses, on explique que c'est le caractère systémique de l'incapacité des institutions gouvernementales canadiennes à protéger les femmes

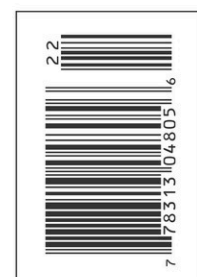
VOIR PAGE A 4 : GÉNOCIDE

D

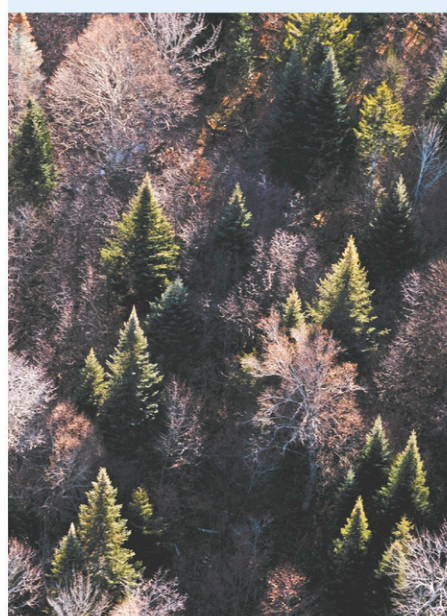
Pour suivre l'actualité en continu et lire nos critiques de spectacles, consultez nos plateformes numériques.

INDEX

Avis légaux B8
Décès A9
Économie A7
Édito B10
Grille TV LeD40
Idées B11
Monde B6
Mots croisés LeD54
Petites annonces A9
Sports A10
Sudoku LeD54



EN BREF



RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR

Québec protège dix réserves naturelles à perpétuité

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec a annoncé vendredi qu'il ajoute dix réserves de biodiversité et aquatiques « d'une grande valeur écologique » à sa liste des aires protégées à perpétuité. Ces milieux naturels sont situés en Abitibi-Témiscamingue, sur la Côte-Nord et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Avec cette annonce, la province compte désormais 10 % d'aires protégées, soit loin de la cible de 17 % qu'il s'est engagé à atteindre dès l'an prochain dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique. Le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, Benoît Charette, soutient toutefois, dans un communiqué, que Québec « met les bouchées doubles » pour respecter sa promesse prise dans ce traité international en 2010.

La Presse canadienne

III CONGRÈS DE L'ACFAS

L'extrême droite québécoise attire des profils variés

Un anthropologue s'est introduit dans ce milieu pour comprendre qui le compose

MARCO BÉLAIR-CIRINO
ISABELLE PORTER
À QUÉBEC
LE DEVOIR

À l'issue d'une immersion dans l'extrême droite québécoise, le chercheur Frédérick Nadeau bouscule les idées reçues sur des groupes comme la Fédération des Québécois de souche (FQS).

Il s'agit tout d'abord de déboulonner le mythe voulant que l'extrême droite soit principalement constituée de « perdants de la globalisation ». « Contrairement à ce que l'on peut avoir tendance à penser, ce ne sont pas des gens sans éducation, des chômeurs, ou des personnes qui vivent de grandes difficultés ou dans la précarité. Ce sont des gens relativement bien intégrés à leur société, avec une bonne éducation, un bon emploi, de bonnes perspectives d'avenir », soutient le candidat au doctorat en études urbaines à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) dans un échange avec *Le Devoir*. « S'ils ont peur d'être déclassés, c'est surtout du point de vue culturel », poursuit-il.

De 2013 à 2017, Frédérick Nadeau a pris part à toutes sortes d'activités organisées par les membres de groupes associés à l'extrême droite québécoise, dont la Fédération des Québécois de souche (FQS) et Atalante. « Pour moi, c'était important d'aller rencontrer les gens et de discuter avec eux », affirme-t-il en marge du 87^e congrès de l'Acfas à Gatineau.

Les militants des groupes d'extrême droite proviennent de différents milieux : rural ou urbain ; aisé ou populaire ; d'une famille politisée ou non ; religieuse ou non, a-t-il constaté dans

les conférences, concerts, marches, distributions de tracts, fêtes, soupers auxquels il a participé.

Les ressorts de l'engagement

Les sentiments « d'exclusion et d'impuissance » d'une part et de « déni de reconnaissance » d'autre part poussent les personnes dans les bras de l'extrême droite québécoise. Les militants de groupes qui y sont associés ont l'impression de « ne pas être écoutés, d'être réduits au silence, d'être victimes d'une injustice immense et évidente, tout en étant totalement impuissants face à un système beaucoup trop fort ». Ils ont également l'impression « qu'on leur manque de respect, qu'on ne leur accorde pas la reconnaissance à laquelle ils estiment avoir droit ».

On ? « Les immigrants qui n'ont pas suffisamment de considération pour la culture québécoise. Les médias et la gauche qui tentent de les démoniser ou de les tourner en ridicule. Les élites politiques qui refusent de les écouter ou de prendre leurs demandes au sérieux », précise le chercheur à l'INRS.

Frédérick Nadeau soutient que l'engagement dans l'extrême droite est vu comme une forme d'*empowerment*. « C'est une façon de se construire comme sujet — comme acteur doté d'une capacité d'agir — et de reprendre le contrôle sur un monde qui semble nous échapper, dans un contexte où les canaux de la politique institutionnelle semblent bloqués », explique-t-il. « Ce qui est intéressant, c'est que ça ne concerne pas seulement l'engagement dans l'extrême droite, mais dans un ensemble de mouvements sociaux : véga-

nisme, écologisme, féminisme, mouvements politico-religieux, etc. »

Encore le « complot juif »

Par ailleurs, les groupes d'extrême droite n'ont pas tous des vellétés politiques. Parmi eux, la FQS mène un « combat » culturel, visant à « transformer la façon dont les citoyens perçoivent le monde autour d'eux ». « C'est dans cette optique-là que le magazine *Le Harfang* a été créé », indique Frédérick Nadeau.

Il a répertorié les « principales cibles » de la FQS. Celles-ci sont, en ordre d'importance, les « élites politiques », l'« immigration », la « gauche », le « capitalisme », les « médias », les « Juifs » et l'« islam », a-t-il conclu après avoir analysé le contenu de 87 articles des trois premiers numéros (2012-2013) et des trois derniers numéros (2018-2019) du *Harfang*.

Le chercheur a présenté les résultats de son analyse aux participants du congrès de l'Acfas vendredi. « Ce qui m'a surpris de prime abord, c'est de voir à quel point l'islam en tant que tel est à peu près absent des discours de la FQS — du moins de manière explicite. Ça m'a surpris parce qu'on a souvent tendance à penser que l'islamophobie aurait en quelque sorte éclipsé l'antisémitisme comme élément constitutif de l'extrême droite. Pour certains, ce serait même la caractéristique principale qui permettrait de distinguer l'extrême droite plus « classique » de la « nouvelle » extrême droite. Pourtant, ce que l'analyse révèle, c'est que, finalement, le thème du complot juif demeure un narratif important de l'extrême droite, du moins pour un groupe comme la FQS », souligne-t-il.

Si [les militants de l'extrême droite] ont peur d'être déclassés, c'est surtout du point de vue culturel

FRÉDÉRIK NADEAU



MUST SOCIÉTÉ

MAINTENANT
OUVERT!

UN RESTO,
UNE BOULANGERIE,
DES FLEURS,
DU MOBILIER DE JARDIN,
DES MEUBLES,
DE LA CÉRAMIQUE,
DE LA DÉCO
ET DES FRISSONS.

1965, AUT. DES LAURENTIDES
LAVAL QC H7S 1Z6



III ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Pluie de promesses pour les villes

Justin Trudeau et Andrew Scheer ont courtisé près de 2000 élus réunis à Québec pour le congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités

MYLÈNE CRÉTE
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À QUÉBEC
LE DEVOIR

Le chef du Parti conservateur, Andrew Scheer, a pris une série d'engagements vendredi dans un discours au congrès de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), écorchant au passage le premier ministre Justin Trudeau et prédisant qu'il mènera une campagne de peur pour le scrutin du 21 octobre.

Son allocution à saveur préélectorale a semblé plaire à de nombreux délégués, qui se sont levés pour l'applaudir. M. Trudeau, qui s'était adressé à la foule en début de journée, avait reçu un accueil beaucoup plus tiède, ponctué d'applaudissements polis.

Le chef conservateur a promis de traiter les municipalités comme des partenaires à part entière, de maintenir un financement stable pour leurs projets et de mieux gérer ces fonds.

« Contrairement aux programmes d'infrastructure des gouvernements précédents, le plan des libéraux est réparti dans 32 ministères et organismes différents, a dénoncé M. Scheer. Je ne pense pas qu'il y ait déjà eu une gestion aussi irresponsable de sommes aussi importantes pour l'infrastructure publique depuis la création d'Infrastructure Canada en 2002. »

Il n'a pas manqué de rappeler que 25 % des 60 candidats conservateurs québécois nommés jusqu'à maintenant proviennent du monde municipal.

Andrew Scheer s'est également engagé, s'il est élu premier ministre, à déposer une politique environnementale ambitieuse, à abolir la taxe sur le carbone — une proposition accueillie par des cris approbateurs et des applaudissements —, à s'attaquer à la crise du logement et à celle des opioïdes et à combattre la criminalité liée aux gangs.

Il a accusé le gouvernement Trudeau d'avoir perdu le contrôle du déficit. Si rien n'est fait, a-t-il dit, de plus en plus d'argent servira à payer les intérêts sur la dette.

Trudeau fait valoir son bilan

Plus tôt dans la journée, le premier ministre Justin Trudeau avait donné le ton en affirmant que le Canada était à une élection de retomber dans l'austérité conservatrice. « Ce que nous avons vu à l'échelle provinciale devrait nous servir d'avertissement, a-t-il déclaré. Nous ne pouvons oublier jusqu'où les politiciens conservateurs sont prêts à aller pour concrétiser leur idéologie de réduire la taille du gouvernement. »

Il a associé les conservateurs fédéraux aux coups du premier ministre de l'Ontario,



Justin Trudeau s'est dit prêt à financer directement les municipalités, sans passer par les gouvernements provinciaux, lorsque ceux-ci refusent de collaborer avec Ottawa.

JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

tario, Doug Ford. Face à la grogne populaire, ce dernier a annulé en début de semaine des compressions rétroactives qui représentaient un manque à gagner de millions de dollars pour les villes.

« Le premier ministre Ford fait de la politique avec de l'argent qui appartient à vos communautés, et vos citoyens en paient le prix », a dénoncé Justin Trudeau, déclenchant des applaudissements.

Il a ensuite rappelé que le dernier budget libéral a doublé le montant du Fonds de la taxe sur l'essence que recevront les municipalités à l'échelle du pays en 2019 — 2,2 milliards — et a dressé le bilan de son gouvernement pour le financement d'infrastructures municipales.

« À Montréal, on est sur le point d'inaugurer le tout nouveau pont Samuel-De Champlain, a donné comme exemple M. Trudeau. Un pont sans péage tel que promis, contrairement aux conservateurs. » Il a ensuite promis une annonce pour bientôt pour le projet de tramway à Québec.

Le premier ministre s'est dit prêt à financer directement les municipalités, sans passer par les gouvernements provinciaux, lorsque ceux-ci refusent de collaborer avec Ottawa. « [S]'ils ne veulent pas travailler avec nous, nous allons trouver une façon de continuer à travailler avec vous », a-t-il affirmé en faisant toujours allusion au gouvernement Ford en Ontario.

Une bonne nouvelle pour le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Alexandre Cusson, qui veut pouvoir conclure des ententes directes avec le gouvernement fédéral.

« La partie de ping-pong a assez duré entre Ottawa et les provinces, a-t-il déclaré en entrevue à La Presse canadienne. Trop souvent, il y a de l'argent à Ottawa, mais comme on attend des ententes administratives, bien on ne voit pas la couleur de cet argent-là. On arrive, il reste moins de temps pour faire les travaux et [...] ça a un impact à la hausse sur les prix. »

Les maires des grandes villes canadiennes, eux aussi, avaient fait connaître leurs demandes la veille, soit un meilleur financement pour le transport en commun et leurs infrastructures de même qu'une augmentation de l'enveloppe pour l'adaptation aux changements climatiques.

« Ce sont les maires qui sont les mieux placés pour connaître les besoins de leur communauté », a affirmé la présidente de la FCM, Vicky-May Hamm, en entrevue, appelant Ottawa à leur faire confiance.

Deux autres chefs de partis fédéraux, le néodémocrate Jagmeet Singh et la verte Elizabeth May, s'adresseront aux élus municipaux dans le cadre de ce congrès annuel qui se poursuit samedi et dimanche.

Avec La Presse canadienne

EN BREF

Les fondateurs du Journal de Montréal se cherchent un avocat

Condamnés à changer le nom de leur site satirique, les fondateurs du Journal de Montréal ont lancé vendredi un appel à tous pour trouver un avocat qui accepte de les aider à contester la décision. « Tu représentes un cabinet d'avocats en manque de publicité? Tu es un avocat avec un faible pour les causes perdues d'avance? [...] On a besoin d'aide pour rédiger correctement notre Requête pour permission d'appeler et notre Déclaration d'appel », peut-on lire sur la page Facebook, qui a été rebaptisée en attendant « Le Journal de Murrnde ». Le 23 mai, la juge Micheline Perrault de la Cour supérieure a conclu que Janick Murray-Hall, qui a créé le site en 2013, contrevient à la Loi sur les marques de commerce. Elle lui a ordonné de changer le nom du site et de verser 23 500 \$ à Média QMI puisque la confusion avec le quotidien montréalais Le Journal de Montréal est réelle.

Le Devoir

Plusieurs rues fermées pour le Tour de l'île de Montréal

Le Tour de l'île de Montréal, qui se tiendra le dimanche 2 juin, occasionnera plusieurs fermetures de rue entre 6 h et 16 h. Selon le site Web de Vélo Québec, plusieurs tronçons de rue du Plateau Mont-Royal, dont les avenues du Parc, Mont-Royal et Laval, ainsi que les rues Rachel, Duluth et Berri, seront fermées. Dans Ville-Marie, des portions des rues Wellington, McGill, Notre-Dame Est et Sainte-Catherine Est et du boulevard Saint-Laurent seront également inaccessibles aux automobilistes. Finalement, des tronçons des rues Saint-Jacques, Charlevoix, Jean-Talon Ouest, des avenues Atwater et Rockland, des boulevards La-Salle et Décarie et du chemin de la Côte-des-Neiges seront fermés.

Le Devoir



Une photo de l'édition 2017
JACQUES NADEAU LE DEVOIR



Andrew Scheer a promis de traiter les municipalités comme des partenaires à part entière, de maintenir un financement stable pour leurs projets et de mieux gérer ces fonds

DIMANCHE 2 JUIN 13H30 - 14H30

À DEUX PAS DU MARCHÉ JEAN-TALON



1570

ROSEMONT 5 rue Dante #307
685 000\$ — courtier: Daniel Beauchemin

GRAND TERRAIN DE 12 000 PI²



2900

MONT-ROYAL 2990 boul. Graham
1 858 000\$ — courtier: Pierre-Yves Lamarre

PRÈS DE L'ÉCOLE ST-CLÉMENT OUEST



3110

MONT-ROYAL 395 av. Grenfell
1 749 000\$ — courtier: Marc Fragman



2710

HAUT-WESTMOUNT 699 av. Grosvenor
2 095 000\$ — courtier: Valérie Lacasse

DIMANCHE 2 JUIN 15H00 - 16H00

CHARME OUTREMONTAIS / 3 GARAGES



3020

HAUT-OUTREMONT 20 av. Courcellette
2 029 000\$ — courtier: Marc Fragman

CHARMANT JARDIN PRIVÉ



2860

MONT-ROYAL 821 ch. Saint-Clare
1 225 000\$ — courtier: Valérie Lacasse

PRÈS DU NOUVEAU CAMPUS DE L'UDEM



1060

OUTREMONT 30 ch. Bates #503
525 000\$ — courtier: Sabrina Turpin



2770

VILLERAY 7757 av. Bloomfield
685 000\$ — courtier: Daniel Beauchemin



LES VISITES LIBRES

BARDAGI
équipe immobilière • real estate team

DES
PROPRIÉTÉS UNIQUES
VOUS ATTENDENT
— CE DIMANCHE

Consultez les fiches détaillées au
Bardagi.com/ [code de 4 chiffres]



GEORGES BARDAGI
courtier immobilier agréé

514 700-2237 | Bardagi.com |

RE/MAX du Cartier GB. Agence immobilière, franchisé indépendant et autonome de RE/MAX du Cartier 1290, avenue Bernard Ouest, bureau 100, Montréal, Québec. H2V 1V9



La commission d'enquête a reçu les témoignages de 1400 « survivants » ou proches de victimes, plusieurs témoignages étant bouleversants.

JONATHAN HAYWARD
LA PRESSE
CANADIENNE

Un parcours cahotique

GÉNOCIDE

SUITE DE LA PAGE A 1

autochtones contre les violences, en particulier les violences sexuelles, qui conduit à cette conclusion de génocide. Mais pour qu'il y ait génocide, ne faut-il pas une intention d'éradiquer un peuple? Tout le débat est là, et on reconnaît que le rapport de lundi l'alimentera puissamment. D'ailleurs, un rapport supplémentaire sur la question spécifique du génocide sera publié à une date ultérieure.

Ce n'est pas la première fois que le concept de génocide est évoqué dans le contexte du dossier autochtone. En 2015, la Commission de vérité et réconciliation avait conclu que le Canada s'était adonné à un « génocide culturel » en instaurant un régime de pensionnats pour les enfants autochtones.

92 millions et 14 démissions

L'Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées a été lancée à la fin de l'été 2016

par le gouvernement de Justin Trudeau, qui en avait fait la promesse électorale parce que le précédent gouvernement de Stephen Harper s'y était toujours opposé.

Au départ, l'Enquête, pilotée par la commissaire en chef Marion Buller, devait terminer ses travaux en octobre 2018 et coûter 53,8 millions de dollars. Mais à cause notamment de nombreux ratés (14 membres ont démissionné en cours de route, dont une des cinq commissaires et deux directrices générales), l'Enquête avait demandé un prolongement de son mandat de deux ans et une augmentation de budget de 50 millions de dollars. Elle a finalement obtenu d'Ottawa six mois et 38 millions de dollars de plus, pour un coût total de 92 millions.

Le rapport final de l'Enquête ne chiffrera pas le nombre de femmes autochtones disparues. La Gendarmerie royale du Canada a conclu en 2014 que 1181 femmes autochtones avaient disparu (164) ou avaient été assassinées (1017) entre 1980 et 2012. Le cas le plus

ancien de disparition remonte à 1951. En coulisses, on explique que l'Enquête n'avait pas les moyens d'effectuer une compilation exhaustive. Elle a toutefois reçu des listes dressées par des organisations compilant jusqu'à 4000 noms. Même en retranchant les doublons, il en resterait plus de 3000.

L'Enquête avait demandé à 28 corps policiers le dossier de 479 cas de meurtre ou de disparition, mais n'en a reçu que 174. En coulisses, on reconnaît que le refus des policiers était parfois justifié puisque certaines enquêtes étaient encore en cours. Mais dans d'autres cas, indique-t-on, on a noté que des dossiers au point mort depuis plus de 20 ans avaient subitement été « rouverts » par les policiers après que les familles eurent manifesté leur intention de témoigner publiquement à la commission.

L'Enquête nationale a entendu le témoignage de quelque 1400 « survivants » ou proches de victimes et d'une centaine d'experts. Elle a aussi reçu environ 900 témoignages ayant pris une forme artistique (un poème, un objet, etc.). Le rapport final s'étale sur plus de 1200 pages et contient plus de 230 recommandations. Il sera remis au premier ministre Justin Trudeau lundi au cours d'une cérémonie à Gatineau.

L'enquête en quelques dates

3 août 2016 Le gouvernement Trudeau met en place la commission d'enquête dont la présidence est confiée à la juge autochtone Marion Buller. « Nous savons que l'enquête ne peut réparer les injustices que les Autochtones ont subies pendant des décennies, mais nous pouvons examiner ce qui est arrivé dans le passé », explique la ministre libérale de la Justice, Jody Wilson-Raybould.

1^{er} juillet 2017 La directrice générale de la commission, Michèle Moreau, démissionne en évoquant des raisons familiales. Elle est imitée dans le courant du mois par la commissaire Marilyn Poitras, une professeure métisse, qui déplore le modèle « colonial » de l'enquête avec ses audiences et ses témoignages formels.

1^{er} novembre 2017 Publication du rapport d'étape Nos femmes et nos filles sont sacrées, qui recommande la création d'une escouade policière nationale pouvant rouvrir des enquêtes sur des femmes autochtones assassinées ou disparues. Les commissaires proposent également d'allouer des fonds supplémentaires au soutien psychologique des familles des victimes.

11 janvier 2018 La successeuse de Michèle Moreau, Debbie Reid, quitte ses fonctions trois mois après son entrée en poste. Elle devient ainsi la treizième démissionnaire de la commission d'enquête en un peu plus d'un an. L'avocat Breen Ouellette démissionne à son tour six mois plus tard. Les familles des victimes critiquent notamment les commissaires en raison de la lenteur de l'enquête et de sa désorganisation.

19 mars 2018 La présidente de la commission, Marion Buller, réclame un budget additionnel de 50 millions de dollars et un délai supplémentaire de deux ans pour réaliser son mandat. Elle obtient plutôt une courte prolongation de six mois.

25 juin 2018 La commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, Brenda Lucki, présente ses excuses aux familles des victimes. « Je déplore sincèrement que pour nombre d'entre vous, la GRC n'ait pas été à la hauteur comme service de police pendant cette terrible épreuve dans votre vie. »

31 mai 2019 Le rapport final de la commission, un document de 1192 pages, est publié par Radio-Canada et CBC. On y qualifie notamment de « génocide canadien » le sort réservé aux Autochtones du pays, et tout particulièrement aux femmes.

3 juin 2019 Date du dépôt officiel du rapport final sur les femmes autochtones disparues et assassinées.

À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

ÇA VOLE BAS C'EN EST GÊNANT...

Après quatre ans — oui, quatre ans! —, nous attendons encore le renouvellement de notre convention collective. Après tout ce temps, les 18 ouvriers spécialisés concernés ont dû entreprendre une grève, le 14 mars dernier.

L'Université de Montréal ignore-t-elle que le Code du travail a depuis longtemps évolué?

Appelé à intervenir, le Tribunal administratif du travail a ordonné à l'Université de Montréal de cesser d'embaucher un sous-traitant pour accomplir des tâches similaires à celles qui sont normalement effectuées par ses ouvriers spécialisés en grève.

L'Université de Montréal veut imposer un grand bond en arrière.

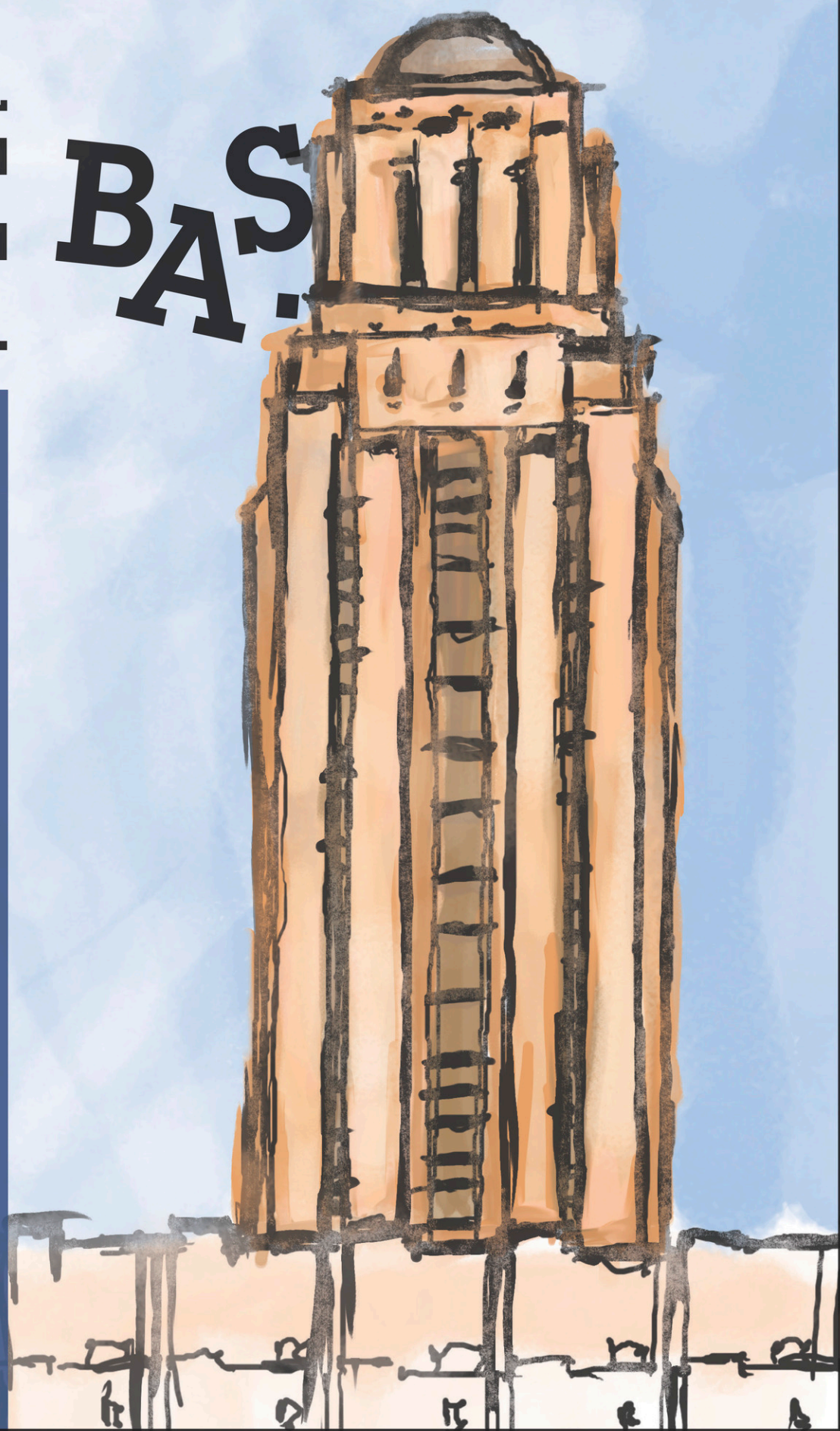
- L'Université impose la sous-traitance, dont le premier effet est de mettre nos emplois en péril. Un recul inacceptable.
- L'Université refuse de pourvoir les postes vacants, ce qui augmente la tâche, le stress et l'épuisement professionnel des employés. Une situation inacceptable.
- L'Université exige une convention collective de 7 ans (!) sans offrir de compensation salariale juste. Une demande inacceptable.

Monsieur le Recteur, réglez donc ce conflit!

Un message des techniciens en mécanique du bâtiment et des mécaniciens en machines fixes de l'Université de Montréal, membres du SCFP.

SCFP
Syndicat canadien de la fonction publique

1186
SEEUUM



III ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Le NPD se drape de vert

La plateforme environnementale présentée vendredi se veut « ambitieuse », mais demeure floue sur sa mise en œuvre

HÉLÈNE BUZZETTI
CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE
À OTTAWA
GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
LE DEVOIR

Taxation plus sévère des grands pollueurs, électrification des transports, coup de barre dans la lutte contre les gaz à effet de serre (GES) : le Nouveau Parti démocratique a présenté vendredi une plateforme environnementale qu'il juge « audacieuse », mais qui demeure floue sur la manière précise dont les ambitions pourraient se matérialiser.

« C'est le plan environnemental le plus complet que le NPD ait jamais proposé », a dit le chef Jagmeet Singh lors d'un rassemblement partisan préélectoral tenu à Montréal. « Il trace de façon claire la voie à suivre pour évoluer vers une économie qui profitera enfin à tous les Canadiens », a-t-il soutenu.

La volonté avouée des néodémocrates : s'imposer comme le plus vert des partis fédéraux. « Justin Trudeau ne peut pas nous sortir de la crise climatique avec de belles paroles et les conservateurs agissent comme s'il n'y avait pas de crise », a fait valoir M. Singh. Quant au Parti vert du Canada, qui chauffe le NPD dans les sondages, le chef s'est dit convaincu que ce « plan tellement détaillé » va « inspirer les Canadiens » et les inciter à se tourner vers les néodémocrates.

Au total, ceux-ci promettent de nouveaux engagements totalisant plus de 15 milliards pour mettre en place des programmes qui visent à réduire les émissions de GES et à créer quelque

300 000 « emplois de qualité ».

Le NPD entend notamment conserver la taxe sur le carbone mise en place par le gouvernement Trudeau dans les quatre provinces (et bientôt l'Alberta) ne s'étant pas dotées d'un plan de tarification des émissions de GES. Le remboursement fiscal accordé aux familles sera aussi maintenu.

Le NPD promet par contre « d'éliminer les exemptions que les libéraux ont accordées aux grands pollueurs ». Or, la portée de cet engagement a semblé confondre le chef et son équipe vendredi.

Dans le système actuel, Ottawa a établi une moyenne d'émissions de GES pour chaque catégorie de grands émetteurs industriels (cimenteries, alumeries...). À l'origine, on avait fixé à 70 % de cette moyenne le seuil à partir duquel les entreprises doivent payer pour la pollution qu'elles provoquent. Ottawa a toutefois rehaussé ce seuil à 80 % — voire à 90 % pour certaines industries.

Selon les explications fournies par les employés du NPD, la plateforme environnementale du parti suggère de ramener à 70 % le plafond d'émissions gratuites. Mais en point de presse, le chef Singh a indiqué qu'il s'agissait en fait de taxer 100 % des émissions de GES des grands pollueurs. « Exactement, a-t-il répondu à une question ainsi formulée. Il faut qu'elles paient leur juste part. [...] Ça ne fait aucun sens d'avoir un plan pour mettre un prix sur la pollution qui exempt les grands pollueurs. »

Gaz à effet de serre

Pour assurer la part du Canada dans l'objectif de limiter l'augmentation de



la température mondiale à 1,5°C, le NPD veut revoir la cible de réduction des GES que le Canada s'est donnée. À l'heure actuelle, la cible canadienne (que le pays n'est pas en voie d'atteindre, selon un rapport publié en janvier) consiste à réduire d'ici 2030 les émissions de GES de 30 % par rapport à leur niveau de 2005, ce qui signifie d'émettre au maximum 513 mégatonnes d'équivalent de CO₂ par année.

Le NPD estime que les mesures de son plan permettront de ramener les émissions canadiennes à 450 mégatonnes, soit une diminution de 40 % par rapport à leur niveau de 2005. Le NPD précise que cela ne représente que les trois quarts de ce qui doit être fait pour respecter la cible de 1,5°C.

Côté transport, le NPD mise lui aussi sur les incitatifs à l'achat de véhicules électriques. La plateforme prévoit de conserver le crédit fédéral de 5000 \$, qui pourrait atteindre 15 000 \$ si le véhicule est fabriqué au Canada. On ajouterait à cela l'élimination de la TPS (5 %) sur ces véhicules pour les familles de la classe moyenne. On souhaite ainsi que 100 % des véhicules neufs vendus au Canada en 2040 soient électriques.

Parmi les autres engagements dévoilés vendredi : des mesures pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments ; la création d'une « Banque

canadienne du climat » ; l'interdiction d'ici 2022 de tous les plastiques à usage unique ; que l'ensemble de l'électricité consommée au Canada soit « sans émission nette » d'ici 2030. Le NPD dit aussi être disposé à soutenir les municipalités qui voudraient rendre gratuit le transport collectif — une mesure non chiffrée.

Le chef du NPD, Jagmeet Singh, était vendredi à un rassemblement partisan, à Montréal.

JACQUES NADEAU
LE DEVOIR

Taxe carbone : la Saskatchewan ira en Cour suprême du Canada

Le gouvernement de la Saskatchewan contestera la taxe fédérale sur le carbone devant la Cour suprême du Canada. Le ministre de la Justice, Don Morgan, a déclaré vendredi que la province demandera à la Haute Cour de décider si la taxe est constitutionnelle et si Ottawa a la compétence pour l'imposer.

La Cour d'appel de la Saskatchewan a jugé dans une décision partagée, plus tôt ce mois-ci, que la taxe est constitutionnelle. Elle a également déclaré que l'établissement de normes nationales minimales pour un prix sur les émissions de gaz à effet de serre relève de la compétence du gouvernement fédéral.

Le premier ministre de la Saskatchewan, Scott Moe, qui a déclaré que la taxe nuisait économiquement à sa province, avait promis de faire appel.

La Presse canadienne

LA PASSION DU CINÉMA

LE CLAP

LORETTEVILLE

LE PREMIER CINÉMA
100 %
PROJECTION LASER
AU CANADA

SALLES AVEC FAUTEUILS À MOUSSE MÉMOIRE
SALLE AVEC LA TECHNOLOGIE ATMOS
PRÉSENCE DE LA LIBRAIRIE PANTOUTE DANS LE CINÉMA!

LE CLAP | UNE PASSION, DEUX CINÉMAS f
10885, BOUL. DE L'ORMIÈRE
2360, CH. SAINTE-FOY
CLAP.CA

CAMPS D'ÉTÉ

CAMPS DE VACANCES
pour toute la famille

Plusieurs activités vous attendent

Croisières aux baleines
Ateliers en laboratoire
Découverte des invertébrés marins
Exploration du littoral, etc.

Aussi offerts : - camps spécialisés pour les familles avec enfant(s) neuroatypique(s)
- camps des jeunes EXPLOS (13-17 ans)

EXPLOS-NATURE
OSEZ EXPLORER LA VRAIE NATURE

CONSULTEZ NOTRE SITE
WEB POUR OBTENIR LE
PROGRAMME COMPLET

1 877 MER 1877
explos@explosnature.ca
www.explosnature.ca

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec le département de publicité au 514 985-3399 publicite@ledevoir.com

CAMPS D'ÉTÉ

CAMP LINGUISTIQUE DE JOUR – CENTRE-VILLE (MONTRÉAL)

IMMERSION ANGLAISE ET FRANÇAISE
pour les 9 à 17 ans

Cours de langues et sports et loisirs
OU
Cours de langues seulement (conversation et grammaire)

Du lundi au vendredi de 9 h à 16 h
Du 25 juin au 12 juillet (3 sem.)
Du 15 juillet au 2 août (3 sem.)

Les sports et loisirs incluent : natation, basket-ball, soccer, activités touristiques, musées et plus encore!

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!
5 % de moins si vous inscrivez votre enfant avant le 25 mai 2019. Tests de niveau obligatoires et gratuits tous les mercredis entre 12 h 30 et 17 h 30.

Aussi offerts : Cours intensifs d'été en ESPAGNOL pour les jeunes de 9 à 16 ans
Du lundi au vendredi de 9h à 12h
Du 8 au 26 juillet (3 semaines)
Du 5 au 16 août (2 semaines)

École internationale de langues YMCA
Pour plus d'informations, contactez-nous!
1440, rue Stanley, 5^e étage (station de métro Peel), Montréal
514 789-8000 # 1 • info@ymcalangues.ca • ymcalangues.ca

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec le département de publicité au 514 985-3399 publicite@ledevoir.com

A 6 | ACTUALITÉS

III ÉDUCATION

À bout de souffle!

À 35 ans, après 10 ans à enseigner, Catherine Beauvais-St-Pierre prend la tête de l'Alliance des professeurs et compte bien rappeler au ministre Jean-François Roberge les difficiles conditions de pratique de ce métier



VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

Chaque année, j'ai l'impression qu'on m'ajoute une couche de choses à faire, mais on n'a pas plus de temps dans une journée.

CATHERINE BEAUVAIS-ST-PIERRE



U

MARCO FORTIER
LE DEVOIR

ne jeune enseignante idéaliste vient d'être élue à la direction du plus grand syndicat de professeurs de Montréal. Elle fait un triste constat : la profession se porte mal. Cette enseignante indignée compte rappeler au ministre Jean-François Roberge — qui a enseigné 17 ans dans une école primaire — la dure réalité d'un métier mal aimé.

Catherine Beauvais-St-Pierre, enseignante depuis dix ans, incarne le changement de garde à l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal. Cette titulaire d'une classe combinée de cinquième et sixième année du primaire a été élue présidente du syndicat des 9500 enseignants de la Commission scolaire de Montréal (CSDM).

En entrevue avec *Le Devoir*, la syndicaliste de 35 ans s'est insurgée contre ceux qui qualifient les enseignants de plaignards. « Aux dernières négociations nationales avec le gouvernement [entre 2014 et 2016], j'ai été amère et découragée. J'ai eu une révélation : depuis que j'enseignais, j'avais l'impression de voir l'état de l'éducation déprimer chaque année. En parlant avec les gens,

je me suis rendu compte que ce n'était pas juste mon impression. C'était la réalité. J'étais la prof passionnée qui ne doutait pas du tout, et là, après sept ans de métier, je me suis mise à douter : est-ce que je vais être capable de continuer encore 25 ans ? »

À sa première année comme enseignante, Catherine Beauvais-St-Pierre a hérité d'une classe d'élèves ayant de graves difficultés d'apprentissage. Les professeurs ayant plus d'ancienneté ne voulaient pas de cette tâche éprouvante. Elle a relevé le défi avec un mélange d'étonnement et d'enthousiasme.

Elle a ensuite enseigné en sixième année dans une école typique de la CSDM, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce : une école où tout le monde s'entasse comme des sardines. Il a fallu rogner sur la cour d'école pour agrandir le bâtiment, ajouter des classes modulaires dans des roulottes et asphalter de la verdure pour aménager une aire de jeu. Et le gymnase a manqué de chauffage en plein hiver. Il faisait huit degrés à l'intérieur.

« Dans d'autres domaines, qui accepterait de travailler dans des conditions comme ça ? », demande Catherine Beauvais-St-Pierre.

La tâche des professeurs est devenue

plus complexe avec la multiplication des élèves en difficulté. Dans certaines classes dites « ordinaires » de l'école publique, la moitié des élèves a un plan d'intervention qui oblige les enseignants à adapter les travaux scolaires et les examens à chaque enfant.

Tant mieux si l'école aide les élèves en difficulté à réussir, rappelle la présidente de l'Alliance des professeurs. C'est la mission même du système d'éducation. Pour cela, il faut du soutien de professionnels (orthopédagogues, psychologues, orthophonistes, etc.), qui manquent encore cruellement, malgré les récents « investissements massifs » du gouvernement, souligne Catherine Beauvais-St-Pierre.

« Chaque année, j'ai l'impression qu'on m'ajoute une couche de choses à faire, mais on n'a pas plus de temps dans une journée. Chaque année, je me sens de moins en moins compétente. [...] On parle souvent de la passion et de la vocation des enseignants. C'est merveilleux, la passion, mais ça ne t'empêche pas de tomber malade, ça ne t'empêche pas de t'épuiser. »

Ce n'est pas pour rien que la pénurie d'enseignants frappe à ce point à Montréal, selon la présidente de l'Alliance.

Les conditions en classe sont plus difficiles qu'ailleurs, avec une proportion plus élevée d'enfants en difficulté, allophones ou issus de quartiers défavorisés. Le coût de la vie est plus cher qu'en région. Les jeunes professeurs doivent vivre avec des colocataires ou déménager en banlieue. Et c'est un casse-tête de se déplacer à Montréal avec les chantiers routiers.

Rendez-vous avec le ministre

Un nouvel obstacle s'est ajouté sur la route des enseignants montréalais : à cause de la pénurie de personnel, la CSDM refuse désormais la semaine de quatre jours (avec rémunération diminuée en conséquence), les congés sans solde et la retraite progressive.

« Ce n'est pas en empêchant les gens de prendre des congés et de se reposer quand ils en ont besoin qu'on va régler la pénurie », dit Catherine Beauvais-St-Pierre.

« J'ai très hâte de rencontrer le ministre Roberge. J'ai envie de l'aider à se rappeler c'est quoi être prof. Je ne pense pas qu'il l'a oublié, je crois qu'il sait ce dont on a besoin dans les classes. On a eu les paroles, on a hâte de voir les gestes. »

Du documentaire à la fiction

MÉMOIRE

SUITE DE LA PAGE A 1

On lève notre chapeau au documentariste des moments phares du Québec, de la visite du général de Gaulle en 1967 (captant son célèbre cri : « Vive le Québec libre ! ») à La Nuit de la poésie (1970), cette immense fête de la parole dont il a filmé aussi des suites, en passant par la coréalisation des Jeux de la XXI^e olympiade.

En fiction comme au documentaire, il aura exploré les ambiguïtés de l'affaire Coffin, grande saga judiciaire du Québec des années 1950, la poésie fragile de Marie Uguay, évanouie dans la fleur de l'âge, le destin dramatique du compositeur et pianiste André Mathieu, le culte entourant le frère André, les années parisiennes de Claude Léveillée auprès d'Édith Piaf à travers l'exceptionnel *67 bis, boulevard Lannes* (1990). Grâce à lui, l'écran sut préserver l'aventure théâtrale des Compagnons de Saint-Laurent, la grâce lyrique de Félix Leclerc, l'énergie créatrice du poète exploré Claude Gauvreau.

C'est aussi comme brillant directeur photo de films emblématiques que Jean-Claude Labrecque s'inscrit dans les mémoires. Derrière la caméra du *Chat dans le sac* de Gilles Groulx, de *La vie heureuse de Leopold Z* de Gilles Carle, d'*À tout prendre* de Claude Jutra, de *The Ernie Game* de Don Owen (où Leonard Cohen entonne *The Stranger Song*), de *La neuvaine* de Bernard Émond et de tant d'autres œuvres mar-

quantes, son œil a nourri notre imaginaire pour la suite du monde.

« Si je n'avais pas été cinéaste, j'aurais été archiviste, aimait-il répéter. Parce que je viens de Québec, où l'histoire était sous nos pas. »

Né à Québec

Né dans la capitale en 1938, orphelin bientôt endeuillé de ses parents adoptifs, Jean-Claude Labrecque avait gagné tôt sa vie comme photographe entre mariages et enterrements dans son quartier de Limoilou.

C'est le réalisateur Paul Vézina qui lui enseigna le métier. Pour l'Office national du film, il arpenta ensuite le Québec et le Yukon, à titre d'aide-caméraman. Bientôt directeur photo, Jean-Claude Labrecque possédait le don rare (comme Michel Brault) de sentir la présence musicale de l'image, son rythme, son éclairage. Il serait demeuré à Québec, sa ville adorée, mais la métropole attirait les travailleurs du « kodak », selon ses mots, avec la force d'un aimant.

En 1965, son premier film, le court métrage *60 cycles*, sur le tour cycliste du Saint-Laurent, lui avait valu avec raison, pour ses prouesses techniques, une quinzaine de prix.

Le cinéma social fut sa tasse de thé. Déjà, sa première fiction, *Les smattes*, en 1972, avec les frères Pilon, était campée dans un petit village gaspésien au bord du gouffre.

Jean-Claude Labrecque a réalisé des fictions plus intimes, autobiographiques, en miroirs d'époque — toujours teintées d'esprit documentaire —,

comme son grand film *Les vautours*, en 1975 (premier rôle de Gilbert Sicotte, ici aux côtés de Monique Mercure), sur la solitude d'un adolescent victime des rapacités d'héritage de ses tantes ; largement inspiré de son passé. En 1984, *Les années de rêve* reprenait les mêmes personnages, montrant le désenchantement et les joies d'une génération qui a rêvé haut sans prévoir les cahots de la route.

Le cinéaste aurait bien créé un triptyque en adjoignant à ces deux films un *prequel*, comme on dit : *Le fou du prince* devait remonter l'enfance du héros alter ego dans son pensionnat aux côtés du jeune prince Sixte de Bourbon-Parme, réfugié à Québec avec ses parents durant les années de guerre, mais il n'avait pas réussi à le financer, trop associé aux images du réel pour rebondir facilement en fiction.

Son fils Jérôme, également photographe, lui avait consacré un documentaire en 2001 : *Jean-Claude Labrecque, cinéaste contemporain*. Huit ans plus tard, avec sa compagne, la journaliste Francine Laurendeau, il avait publié chez Art global *Souvenirs d'un cinéaste libre*, où il remontait son parcours.

Son dernier documentaire, *Sur les traces de Maria Chapdelaine*, en 2015, remontait le cours de l'adaptation du roman de Louis Hémon par le Français Julien Duvivier en 1934 à Péribonka (avec Jean Gabin et Madeleine Renaud). On le retrouvait à l'affiche du documentaire *Le vieil âge et l'espérance* de Fernand Dansereau, en avril dernier.

À coups d'archives retrouvées et d'interviews, sa vocation de mémorialiste aura trouvé sans relâche de nouvelles pépites à tirer d'un passé qui menaçait de s'évanouir. Grand chercheur d'or tout au long de sa route, on lui doit nos plus précieux trésors sauvegardés. On s'ennuie déjà de sa personnalité vibrante aussi.

Des hommages

Les hommages ont afflué vendredi de la part de personnalités des milieux artistique et politique québécois à la suite du décès du cinéaste Jean-Claude Labrecque. Le pionnier du cinéma au Québec s'est éteint à 80 ans, dans la nuit de jeudi à vendredi.

Sur Twitter, le premier ministre du Québec, François Legault, s'est dit « très attristé » par la nouvelle. « Un grand cinéaste québécois qui a su, à travers ses œuvres, nous faire vivre l'histoire du Québec », a-t-il écrit. « Nos pensées accompagnent ses proches », a quant à elle écrit sur Twitter la ministre de la Culture et des Communications, Nathalie Roy.

Au Parti québécois, le chef parlementaire de la formation politique, Pascal Bérubé, a écrit sur la plateforme qu'il a « eu le privilège de côtoyer ce maître de l'image lors du tournage du documentaire À hauteur d'homme en 2003 ». Il a également prédit que « son œuvre imposante lui survivra ». La députée de Gaspé, Mégan Perry Mélançon, a qualifié « d'exceptionnelle » la carrière de M. Labrecque, tout en offrant ses condoléances à ses proches. La députée libérale Isabelle Melançon a également offert ses condoléances à la famille et aux amis du disparu. Sur la scène municipale, la mairesse de Montréal, Valérie Plante, a écrit que le cinéaste laissait derrière lui « une œuvre qui témoigne comme nulle autre de la transformation culturelle, sociale et politique du Québec ».

Le président et chef de la direction de Québecor, Pierre Karl Péladeau a dit de M. Labrecque que, « par sa lentille, il portait un regard unique et singulier sur nous, sur notre histoire et sur les grands événements qui ont fait qui nous sommes ».

L'Office national du film du Canada (ONF) a déclaré dans un communiqué être « en deuil » à la suite du décès du cinéaste. « Plus qu'un cinéaste émérite, Jean-Claude Labrecque était un ami et un membre de la famille ONF », a souligné le président de l'Office, Claude Joli-Cœur, en saluant celui qu'il a qualifié d'« homme d'exception ».

L'acteur Vincent Graton a remercié M. Labrecque sur Twitter. « Les œuvres d'hommes et de femmes passent dans nos vies et nous devenons ce que nous sommes à travers elles », a-t-il écrit.

Leïla Jolin-Dahel
Le Devoir

UNIVERS DU STORE.ca

STORES SUR MESURE
Fabriqué au Québec
Certifié 5 Étoiles®

ESTIMATION GRATUITE 1 855 770-8677

MONTRÉAL
BEAUCONSFIELD
LONGUEUIL
LAVAL
REPENTIGNY514-231-8677
514-697-9484
450-445-9829
450-627-3716
514-755-8677QUÉBEC
LÉVIS
TROIS-RIVIÈRES
WEST PALM BEACH
FORT LAUDERDALE418-654-8677
418-654-8677
819-696-8677
954-573-4004
954-955-8677

MOTORISATION DISPONIBLE



MEILLEURS PRIX GARANTIS

MESURES GRATUITES

50% de rabais ou

INSTALLATION GRATUITE

MONTRÉAL • QUÉBEC • LÉVIS • TROIS-RIVIÈRES • LAVAL • LONGUEUIL • REPENTIGNY • BEAUCONSFIELD • BOISBRIAND • CHAMBLY • BELOEIL • ST-EUSTACHE

EN BREF



Le gouvernement libéral avait dit s'attendre à réaliser un déficit de 14,9 milliards.

PHOTO JUSTIN TANG LA PRESSE CANADIENNE

Déficit de 11,8 milliards à Ottawa pour 2018-2019

Le gouvernement fédéral a réalisé un déficit de 11,8 milliards pour son exercice financier 2018-2019, révèle une estimation préliminaire publiée vendredi par le ministère des Finances. Ce manque à gagner se compare à un déficit budgétaire de 16,7 milliards pour l'exercice précédent. Dans son budget du printemps, le gouvernement libéral avait dit s'attendre à réaliser un déficit de 14,9 milliards. Le ministère des Finances a précisé que les revenus ont progressé de 8,1 % grâce à l'augmentation des revenus fiscaux et des autres revenus. Les dépenses des programmes ont augmenté de 6,2 % en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, et des charges de programmes directs.

La Presse canadienne

Mandat de grève à l'aéroport de Montréal

Les quelque 950 agents de contrôle de l'aéroport de Montréal viennent de se doter d'un mandat de grève. Ces agents, employés par la firme Sécurité, sont membres du syndicat des Métallos, affilié à la FTQ. Ils ont du même souffle rejeté les dernières offres patronales dans une proportion de 97 %. Leurs tâches ont trait à la sécurité à l'aéroport, puisqu'ils procèdent aux fouilles des passagers, des bagages et des véhicules, en plus de vérifier les non-passagers qui travaillent à l'aéroport. Une éventuelle grève serait soumise aux dispositions touchant les services essentiels. Plusieurs points sont en litige, dont les salaires, les assurances collectives, les primes de soir, de nuit et de fin de semaine, de même que les certifications requises pour occuper certains postes.

La Presse canadienne

Inoccupation des résidences pour aînés en hausse

OTTAWA — Le taux d'inoccupation des places ne nécessitant pas de soins assidus dans les résidences pour aînés du Québec a grimpé à 7,2 % cette année, comparativement à 6,9 % l'an dernier, a révélé vendredi la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Ces deux dernières années, le taux d'inoccupation du Québec a grimpé d'un point de pourcentage, après avoir diminué de 2,5 points de 2013 à 2017. Selon la SCHL, cela est vraisemblablement attribuable à une relance de la construction dans ce segment du marché, depuis 2015, ce qui aurait fait croître l'offre à un rythme plus rapide que celui de la demande. Le taux d'inoccupation des places demandant des soins assidus au Québec est maintenant estimé à 5,7 %, alors qu'il était de 4,2 % en 2018.

La Presse canadienne

III GUERRE COMMERCIALE

La Chine sort une liste noire d'entreprises « non fiables »

Pékin répond ainsi à l'attaque américaine similaire contre le géant chinois Huawei

SÉBASTIEN RICCI
À PÉKIN
AGENCE FRANCE-PRESSE

Pékin a sorti vendredi une nouvelle arme dans la guerre commerciale contre Washington, annonçant la création de sa propre liste noire d'entreprises étrangères « non fiables », en réponse à l'offensive américaine contre Huawei.

Cette menace survient au moment où de nouvelles surtaxes doivent entrer en vigueur samedi en Chine sur des produits américains, en représailles aux hausses de droits de douane annoncées par Donald Trump début mai sur des produits chinois.

« Les entreprises, organisations et particuliers étrangers qui n'obéissent pas aux règles du marché, qui s'éloignent de l'esprit d'un contrat, qui imposent des embargos ou cessent d'approvisionner des entreprises chinoises pour des motifs non commerciaux et nuisent gravement à leurs intérêts et droits légitimes seront placés sur une liste d'entités non fiables », a annoncé le ministère du Commerce. Les modalités de cette mesure, notamment sa date d'entrée en vigueur, n'ont pas été précisées.

« La décision de la Chine de créer une liste noire d'entreprises "non fiables" est une réponse à la liste américaine [d'entreprises suspectes visant Huawei] pour indiquer que la Chine peut cibler les entreprises américaines », analyse Rajiv Biswas, du cabinet IHS Markit. Selon lui, les filiales et succursales de sociétés américaines situées hors de la Chine pourraient également être visées, car « toute restriction chinoise s'appliquerait probablement à la fois à la société mère et à ses filiales mondiales ».

Cette annonce survient alors que le géant chinois des télécoms Huawei a été



placé au cours du mois de mai par Washington sur une liste d'entreprises suspectes auxquelles les entités américaines ne peuvent vendre d'équipements technologiques. Le gouvernement Trump soupçonne le groupe de Shenzhen d'espionnage au profit de Pékin.

La décision américaine, qui doit entrer en vigueur dans un délai de trois mois, menace la survie de ce fleuron industriel chinois, très dépendant des puces électroniques américaines pour ses téléphones, estiment des experts. Dans la foulée, plusieurs entreprises ont pris leurs distances d'avec Huawei, notamment Google, dont le système Android équipe l'immense majorité des téléphones intelligents dans le monde.

Affrontement verbal

L'affrontement verbal entre les deux géants du Pacifique a franchi un nouveau cap vendredi, Pékin accusant sans le nommer le président américain

de « mensonges ». Très confiant en dépit des tensions commerciales actuelles, Donald Trump a estimé jeudi que Pékin tenait « beaucoup à conclure un accord ». Et le président américain d'expliquer que la guerre commerciale avait, selon lui, « un effet dévastateur » sur le géant asiatique.

Pékin n'a pas tardé à lui répondre : « Les États-Unis ont déjà proféré ces mensonges à plus d'une reprise. Chaque fois, la Chine les dénonce, mais les États-Unis font preuve de constance, pour ne pas dire d'obsession, en [les] répétant », a taclé devant la presse un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Les chiffres semblent donner pour le moment partiellement raison au président américain. L'activité manufacturière en Chine s'est à nouveau contractée en mai, selon un indice dévoilé vendredi par un organisme officiel. Les commandes à l'export ont notamment connu

De nouvelles surtaxes doivent entrer en vigueur samedi en Chine sur des produits américains, en représailles aux hausses de droits de douane annoncées par Donald Trump début mai sur des produits chinois.

MARK RALSTON
AGENCE FRANCE-PRESSE

une chute particulièrement forte, selon cet indice officiel des directeurs d'achats.

Samedi, 5410 produits américains seront taxés à hauteur de 10 %, 20 %, voire 25 % sur un ensemble de marchandises américaines déjà pénalisées à leur entrée en Chine. Cette mesure, qui vise 60 milliards de dollars d'importations annuelles, est une réponse aux droits de douane supplémentaires sur les produits chinois annoncés début mai par le président américain. Cette nouvelle salve de Pékin cible notamment les produits cosmétiques, les articles de cuisine ou de sport, mais aussi les pianos, les préservatifs ou encore les jouets, qui seront taxés à hauteur de 25 %.

Pékin a laissé entendre cette semaine qu'il pourrait réduire ses exportations de terres rares, indispensables à de nombreuses industries de pointe aux États-Unis (dont l'armement). L'arrêt des exportations vers les États-Unis pourrait donner à Pékin un atout supplémentaire dans les négociations commerciales, car la Chine fournit aux Américains 80 % de leurs terres rares.

Wall Street a plongé au mois de mai

Wall Street a de nouveau lourdement chuté vendredi et clôturé mai sur sa première baisse mensuelle de l'année. Selon les résultats à la clôture, le Dow Jones a reculé de 1,4 %, à 24 815,04 points. L'indice Nasdaq, à forte coloration technologique, a baissé de 1,5 %, à 7453,15 points. L'indice élargi S&P 500 a abandonné 1,3 % à 2752,06 points. « Donald Trump a étendu la guerre commerciale et on se dirige désormais droit vers la tempête », a analysé Peter Cardillo de Spartan Capital. La menace de M. Trump jeudi est venue clôturer un mois de mai marqué déjà dès le 5 mai par l'annonce du relèvement de 10 % à 25 % des taxes douanières sur 200 milliards de dollars de biens chinois importés aux États-Unis. Ce conflit commercial a entraîné une fébrilité accrue des marchés, conduisant à leur première baisse mensuelle depuis décembre : le Dow Jones a perdu 6,7 %, le Nasdaq 7,9 % et le S&P 500 6,6 %.

AVIS DE JOURNÉES PORTES OUVERTES

Saison de portes ouvertes sur notre canalisation principale canadienne

Le réseau de canalisation principal d'Enbridge fonctionne actuellement comme un pipeline de transport général. À compter du 1er juillet 2021, sous réserve d'approbations réglementaires, 90 % de la capacité de la canalisation principale canadienne sera allouée aux expéditeurs qui s'engagent à fournir du volume sur plusieurs années, tandis que le 10 % restant de cette capacité (environ 300 kb/j) continuera de servir en tant que pipeline de transport général pour le marché au comptant.

Depuis plus d'un an, Enbridge s'engage auprès des groupes de l'industrie en vue de développer un portefeuille d'offres de services proposant une flexibilité tant sur la durée que sur le volume, afin de répondre aux besoins de tous les acteurs du secteur.

Comment puis-je obtenir de plus amples renseignements?

La saison de portes ouvertes sur notre canalisation principale canadienne aura lieu à l'été 2019. En préparation à cet événement, Enbridge organisera des séances d'information destinées à l'industrie le 11 juin à Calgary et le 27 juin à Houston.

Les représentants d'Enbridge organiseront ces séances préparatoires à Calgary et à Houston afin de donner aux expéditeurs un aperçu de la proposition contractuelle liée à la canalisation principale et de les informer au sujet de la saison portes ouvertes à venir.

11 juin : Metropolitan Conference Centre, Calgary, AB. – 16 h HAR
27 juin : Sandalwood Room, Hyatt Regency, Houston, TX. – 10 h HAC

Veillez confirmer votre présence

Si vous souhaitez participer à l'une de ces séances préparatoires, prière de confirmer votre présence par courriel ou sur notre site web :

Adresse courriel : OpenSeasonInquiry@enbridge.com
Site Web : CanadianMainline.enbridge.com

Martin Coiteux devant le milieu des affaires



L'ex-ministre Martin Coiteux a effectué vendredi une première sortie publique en tant qu'économiste en chef de la Caisse de dépôt et placement du Québec lors d'un passage à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour y traiter du rôle de l'institution dans l'économie. Lors d'une rencontre avec la presse, qui lui a demandé si des facteurs comme le gouvernement Trump et la montée du populisme compliquent le travail des prévisionnistes, M. Coiteux a répondu que « plus le monde est compliqué, plus c'est nécessaire de mieux prévoir, de séparer le bruit des tendances ».

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

III ÉTATS-UNIS

Les taxes de Trump sur des biens mexicains nuisent à l'auto

La Chambre de commerce américaine envisage de porter l'affaire en justice

LUC OLINGA
À NEW YORK
DELPHINE TOUITOU
À WASHINGTON
AGENCE FRANCE-PRESSE

La menace de Donald Trump d'imposer d'ici le 10 juin des tarifs douaniers de 5 % aux biens mexicains a fait l'effet d'une bombe dans l'industrie automobile américaine, qui produit beaucoup au Mexique, pays à la main-d'œuvre abordable. Globalement, l'imposition par la Maison-Blanche de ces droits de douane va durement affecter les économies américaine et mexicaine, intimement liées depuis un quart de siècle par un accord de libre-échange.

L'onde de choc a été telle que la Chambre de commerce des États-Unis envisage de porter l'affaire en justice pour empêcher M. Trump de passer à l'acte, selon plusieurs médias. Une opposition qui se retrouve jusqu'au cœur du gouvernement : le *Wall Street Journal* croit savoir que Robert Lighthizer, l'homme fort des négociations commerciales, était opposé au projet du président. Un porte-parole de M. Lighthizer a toutefois déclaré à l'AFP que ce dernier « soutenait le président et ce qu'il fait ».

Risque important

« Avec des importations de marchandises en provenance du Mexique ayant atteint 350 milliards de dollars l'an dernier et des exportations de biens vers le Mexique de 270 milliards, les échanges commerciaux entre les deux pays sont fortement intégrés », résume Gregory Daco, économiste chez Oxford Economics. En outre, comme de nombreuses marchandises — à l'instar des pièces détachées automobiles — traversent la frontière plusieurs fois avant que le produit fini ne sorte d'usine, les tarifs douaniers représentent un risque important pour l'activité commerciale de part et d'autre de la frontière.

Et dans le scénario du pire, avec un taux de 25 % de droits de douane sur toutes les importations en provenance du Mexique, Oxford Economics a calculé que la croissance du PIB américain serait amputée par au moins 0,7 point de pourcentage l'année prochaine, tombant à +1 % ou moins tandis que le Mexique entrerait en récession.

Les consommateurs américains, friands de nombreux fruits et légumes frais de saison, devraient être en première ligne. Car le Mexique est la première source d'approvisionnement de produits agricoles importés aux États-Unis. Et les importateurs vont devoir arbitrer la question d'imputer tout ou partie des droits de douane sur la nourriture, car les marges de bénéfice dans le secteur sont faibles, explique Dave Salmonsen, spécialiste de la politique commerciale pour la principale fédération agricole, l'American Farm Bureau Federation. À la faveur du conflit entre Washington et Pékin, Mexico a en effet gagné une place dans le trio de tête des débouchés pour les biens agricoles américains.

Impact automobile

Autre industrie clé de l'économie, qui pourrait subir les effets dévastateurs, le secteur automobile : les constructeurs ont des chaînes d'approvisionnement totalement intégrées sur tout le continent nord-américain.

General Motors : environ 29 % des

pièces contenues dans les voitures vendues par le premier groupe automobile américain aux États-Unis proviennent du Mexique, selon Deutsche Bank. Près de 13 % des véhicules vendus aux États-Unis par le géant de Detroit sont produites dans ses usines mexicaines.

Ford : 17 % des voitures de la marque à l'ovale bleu contiennent des pièces détachées fabriquées au Mexique et 17 % des voitures « Made in Mexico » sont commercialisées sur le sol américain.

Chez Fiat Chrysler, 24 % des pièces des voitures viennent du Mexique et 18 % des véhicules vendus aux États-Unis y ont été assemblés.

Le pire pour les constructeurs américains est que ce sont les grosses voitures aux marges lucratives qui risquent d'être le plus affectées. Sur les 585 581 exemplaires du camion Chevrolet Silverado de GM écoulés aux États-Unis l'an dernier, environ 40 % (242 974 unités) avaient été assemblés au Mexique. La proportion est de 36 % pour le GMC Sierra. Chez Fiat Chrysler, 11 % des 536 980 camions RAM, une des locomotives des ventes avec les VUS Jeep, vendus aux États-Unis provenaient du Mexique.

Le nouveau VUS de GM, le Chevy Blazer, sur lequel compte le groupe de la p.-d.g. Mary Barra pour bousculer ses concurrents cette année, est produit au Mexique.

Nissan est l'un de ceux qui seront le plus affectés. Près de 45 % de sa production en Amérique du Nord est au Mexique. Environ un quart des véhicules que le groupe écoule aux États-Unis y est fabriqué et 9 % des pièces contenues dans ses voitures en proviennent. Quant à Toyota, 3 % des véhicules vendus aux États-Unis sont assemblés au Mexique, 5 % pour Honda. BMW, Volkswagen, Audi et Mercedes ont aussi des usines au Mexique.

Ces droits de douane pourraient rogner le bénéfice d'exploitation de GM de 6,3 milliards de dollars, celui de Fiat Chrysler de 4,8 milliards et celui de Ford de 3,3 milliards, calcule Deutsche Bank. La facture serait de près de 2 milliards pour Nissan. « Nous pensons que les tarifs douaniers supplémentaires vont sans aucun doute être répercutés sur les consommateurs par les constructeurs, sous la forme d'une hausse des prix des voitures d'en moyenne 1300 \$US par véhicule », affirme Deutsche Bank.

JPMorgan Chase estime que l'automobile représente 75 milliards de dollars des 350 milliards de dollars d'importations mexicaines. Donc, 5 % de tarifs douaniers signifie qu'il faudra que quelqu'un paie 3,65 milliards.

Avec des importations de marchandises en provenance du Mexique ayant atteint 350 milliards l'an dernier et des exportations de biens vers le Mexique de 270 milliards, les échanges commerciaux entre les deux pays sont fortement intégrés

GREGORY DACO,
ÉCONOMISTE CHEZ OXFORD ECONOMICS



Future Skills Centre Centre des **Compétences futures**

CONSEIL CONSULTATIF

Le Centre des Compétences futures (« CCF ») est un centre de recherche qui met à l'essai des approches novatrices afin d'aider les Canadiens et les Canadiennes à développer les compétences nécessaires pour profiter pleinement de la nouvelle économie et y réussir.

À l'automne 2019, le CCF mettra sur pied son premier conseil consultatif et sollicite à cette fin des mises en candidatures et des nominations de leaders canadiens exceptionnels provenant du monde des entreprises, du milieu universitaire et de la communauté pour plusieurs postes au sein du conseil, y compris celui de président du conseil consultatif du CCF.

Le Centre des Compétences futures est un partenariat entre l'Université Ryerson, Le Conference Board du Canada et Blueprint. Ce consortium offre une connaissance approfondie des tendances économiques et technologiques ainsi que de la politique publique, une expertise rigoureuse de l'évaluation et de la recherche appliquée, une mobilisation des connaissances et une expérience de convocation importantes, de même que des engagements de longue durée en matière d'acquisition et de développement des compétences. Financé par le gouvernement du Canada tout en étant une entité indépendante, le CCF réunit les idées audacieuses et la meilleure expertise provenant de disciplines, de secteurs et de perspectives variés, d'un bout à l'autre du pays, avec comme objectif ultime de générer des données probantes provenant de la recherche appliquée pour parvenir à des solutions novatrices permettant de répondre aux défis posés par le développement des compétences à l'avenir.

Le travail du Centre portera principalement sur des solutions innovatrices visant à mieux satisfaire aux besoins des personnes qui ne participent pas déjà pleinement à la prospérité du Canada – les personnes sous-employées et sans emploi, les femmes, les jeunes, les Autochtones, les nouveaux arrivants, les membres de groupes racialisés, les personnes ayant un handicap, les anciens combattants et les habitants des collectivités rurales, éloignées et du Nord.

Le mandat du conseil est de fournir une orientation et une vision stratégiques au CCF, d'assurer la pertinence du programme de recherche et de mesurer les progrès par rapport aux indicateurs clés. Les priorités immédiates du conseil sont d'établir son cadre de gouvernance et de contribuer à l'élaboration de la mission, de la vision, des valeurs et du plan stratégique du CCF et de les approuver.

Les membres du conseil consultatif du CCF viendront de différents secteurs, y compris

le secteur privé (le commerce de détail, la technologie et l'innovation ainsi que les services financiers et professionnels, pour ne citer que ceux-là), le milieu académique, le secteur public et les organismes sans but lucratif. Chacun des membres du conseil consultatif sera animé d'une passion pour la prospérité future du Canada et fera montre d'un intérêt marqué pour la préparation de la main-d'œuvre canadienne pour qu'elle soit en mesure d'affronter l'avenir et de concurrencer efficacement avec le reste du monde ainsi que d'un engagement clair en ce sens.

Des leaders avant-gardistes de la communauté et du milieu des affaires, possédant de l'expérience dans les services d'emploi, de formation et de perfectionnement de la main-d'œuvre ainsi que dans un large éventail de domaines, notamment la technologie numérique / l'automatisation, l'intelligence artificielle, les mégadonnées et l'analytique, les ressources humaines, l'économie, la démographie, la recherche, le milieu universitaire ou l'élaboration de politiques sont hautement compétents pour le conseil.

Des formations en gouvernance des conseils d'administration ou des titres comme IAS.A. ou C.Dir. et de l'expérience à titre de président(e), de vice-président(e) de conseil et de membres de comité seraient considérés comme un atout. Tous les membres du conseil consultatif représenteront un mélange de compétences, de connaissances, de leadership éclairé et de leadership dans différents secteurs ainsi que la diversité sous toutes ses formes au Canada.

Il s'agit d'une excellente occasion pour un groupe divers de leaders exceptionnels de participer au lancement du CCF, tandis qu'il concrétisera sa brillante ambition de transformer le mandat de développement des compétences des entreprises et des gouvernements, d'un bout à l'autre du pays et dans le monde entier, pendant encore de nombreuses années.

Si vous souhaitez explorer cette occasion emballante de vous joindre au conseil consultatif du CCF, veuillez faire parvenir un exemplaire de votre curriculum vitae, accompagné d'une lettre de présentation détaillée à l'attention de Lisa Heidman LL.B., ICD.D., à l'adresse lisaheidman@arlingtonpartnersinc.com et de Laura Dunne, ICD.D., à l'adresse lauradunne@arlingtonpartnersinc.com. Un profil de poste détaillé mettant l'accent sur les occasions au conseil consultatif et les compétences clés souhaitables pour ses membres sera communiqué à tous les candidats retenus.

ARLINGTON
PARTNERS
INTERNATIONAL

Harcelé au travail?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

III VOS FINANCES

Un «risque Trump»

GÉRARD BÉRUBÉ



Le facteur géopolitique fait de tout temps partie de l'analyse risque-rendement potentiel d'un investissement. Mais au rythme où s'intensifie cette guerre commerciale, avec un gouvernement américain tirant dans toutes les directions même dans son propre filet, un nouvel élément s'ajoute à la liste des risques liés aux placements.

L'analyste Angelo Katsoras, de la Financière Banque Nationale, en a fait un survol cette semaine du point de vue canadien, les entreprises d'ici étant soumises aux feux croisés découlant de cette guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Et l'exercice n'est pas aisé. Comme celui de s'adonner au jeu des prévisions économiques, toujours plus imprécis dans cette surenchère des sanctions économiques et des représailles, selon les humeurs du moment. La Banque du Canada l'a évoqué deux fois plutôt qu'une cette semaine.

« Le Canada et ses entreprises vont devoir s'adapter à un environnement mondial modelé de plus en plus par les tensions à long terme entre la Chine et les États-Unis. Ils devront composer avec l'émergence de deux modèles économiques, assumer le risque accru de devenir des victimes collatérales et voir des objectifs géopolitiques prendre de plus en plus le pas sur les objectifs économiques », écrit Angelo Katsoras.

L'environnement n'est plus le même. Les investisseurs canadiens devront, dans leur analyse, ajouter aux facteurs fondamentaux d'un pays ou d'une entreprise les relations commerciales que ce pays a établies. Pour leur part, les entreprises auront désormais à se demander si leurs modèles d'affaires et leurs chaînes d'approvisionnement sont compatibles avec les objectifs géopolitiques de la Chine et des États-Unis. « Cela augmente le risque de perdre des parts de marché au profit de concurrents [...] en raison de facteurs géopolitiques. » Quant à celles œuvrant dans des secteurs stratégiques, en choisissant de se concentrer sur le marché américain elles risquent de se voir fermer l'accès au marché chinois, et inversement. Pour maintenir un certain accès aux deux marchés, ces entreprises pourraient se sentir obligées d'établir deux chaînes d'approvisionnement séparées, dans chacun des deux marchés. « Cela impliquerait des coûts logistiques plus élevés pour beaucoup, mais sans garantir le maintien d'un accès au marché », ajoute l'analyste de la Nationale. Un «risque Trump» vient donc s'ajouter aux 12 types de risques liés aux placements cités par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. On parle de ceux liés : **au marché**, soit à l'évolution de la situation économique ou d'autres événements touchant l'ensemble du marché; **aux actions**, soit celui lié à la fluctuation des cours et à la perte de son capital;

au taux d'intérêt, qui s'applique aux placements par emprunt avec un cours fluctuant en sens inverse des taux, mais aussi qui vient influencer la valeur du ratio cours/bénéfice; **au taux de change**, associé aux placements étrangers; **à la liquidité** du titre, qui vient restreindre la capacité de vendre à un prix juste et de se retirer au moment voulu; **à la concentration**, découlant d'un investissement concentré dans un seul placement ou type de placement, secteurs d'activité et emplacements géographiques. En revanche, trop de diversification peut « tuer » le rendement; **au crédit**, généralement associé à une obligation ou à un emprunt, recevant habituellement une cote d'évaluation; **au réinvestissement**, souvent lié à un placement comportant une échéance; **à l'inflation**, impliquant une perte du pouvoir d'achat associé à un rendement inférieur à l'inflation. On y greffera l'impact fiscal; **à l'horizon**, un événement imprévu pouvant forcer la liquidation du placement à perte; **à la longévité**, soit de survivre à son capital; **aux placements étrangers**, qui exposent à un environnement économique, politique et réglementaire différent.

L'économie canadienne progresse peu... pour l'instant

ANDY BLATCHFORD
À OTTAWA
LA PRESSE CANADIENNE

L'expansion économique du Canada est restée lente au cours des trois premiers mois de l'année, ce qui a permis au pays d'afficher ses plus faibles trimestres consécutifs de croissance depuis 2015. Mais de plus solides données pour le mois de mars montrent que l'économie canadienne est en train de se réveiller après son hibernation.

L'économie s'est développée au rythme annualisé d'à peine 0,4% au premier trimestre, ce qui est légèrement supérieur à la croissance révisée de 0,3% enregistrée au dernier trimestre de 2018, a indiqué vendredi Statistique Canada. Ces chiffres ont permis au Canada de connaître sa plus lente séquence de croissance pour deux trimestres consécutifs depuis la contraction économique de la première moitié de 2015, dans la foulée d'un plongeon des prix du pétrole brut.

La croissance du premier trimestre a été freinée par la faiblesse des données

Le Canada a connu en 2018 sa plus lente séquence de croissance pour deux trimestres consécutifs depuis la contraction économique de la première moitié de 2015, dans la foulée d'un plongeon des prix du pétrole brut

commerciales. Les importations ont augmenté de 1,9% et les volumes d'exportation ont diminué de 1%, ce qui représentait leur première baisse trimestrielle depuis 2017, a précisé le rapport de l'agence fédérale.

« Ne laissez pas la manchette vous tromper, ce rapport sur le PIB est assez décevant », a écrit dans un rapport Brian DePratto, économiste principal à la

Banque TD. Pour ce qui est des mois à venir, la lecture mensuelle du rapport pour le mois de mars laisse entrevoir une reprise pour le deuxième trimestre. Le mois de mars a enregistré une croissance de 0,5%, pour faire suite à la contraction de 0,2% de février. Le rapport de Statistique Canada montre que 16 des 20 industries étudiées ont affiché une croissance en mars.

« C'est une façon très favorable de clore le premier trimestre », a souligné Derek Holt, responsable de l'économie des marchés financiers à la Banque Scotia. « Nous savons que l'économie a traversé une période difficile à la fin de 2018 et au début de 2019. Mais les signes que j'observe ici [...] laissent entendre que nous sortons de tout cela et que nous rebondissons assez bien au deuxième trimestre. »

Mais les préoccupations plus larges au sujet du commerce mondial — y compris la nouvelle menace du président américain Donald Trump d'imposer des tarifs sur toutes les importations mexicaines — pourraient entraver les progrès réalisés par le Canada.

AVIS DE DÉCÈS



Outremont, le 21 mai 2019
Monique Lussier Ferron
1930 - 2019

Monique Ferron est décédée comme elle l'aurait souhaité, chez elle paisiblement dans son sommeil. Elle avait 88 ans et était la fille de Blanche Lachapelle et de Dolard Lussier, courtier d'assurances à Sorel. Outre ces derniers, les gens qui ont occupé une place importante dans sa vie et qui lui ont été chers sont : son mari, feu Dr Paul Ferron, ses enfants Mathilde, Martin, Elise et Eric (Mathilde Bourdua), et sa petite fille Adrienne Paul-Hus, ainsi que Dominique, Emilie, Charles et Julien.

Au nombre de ses sœurs et frères aujourd'hui décédés se retrouvent Bernard, Mariette, Amable, Roger, Odette et Rodrigue. De cette nombreuse famille, ne subsistent aujourd'hui que son frère Jean Lussier et ses belles-sœurs Solange Bibeau et Liliane Paul-Hus, de nombreux cousins, cousines, neveux et nièces. Elle laisse également dans le deuil ses amis de très longue date avec qui elle était demeurée très proche.

Un merci tout particulier à Amanda et Évelyne qui ont facilité et agrémenté sa vie durant les dernières années.

Femme libre, indépendante et grande voyageuse, elle appréciait les arts et, au premier chef, l'histoire de l'art, le cinéma, le théâtre, la poésie et l'opéra. Également très attachée à l'histoire, la cause souverainiste lui tenait grandement à cœur.

La famille accueillera parents et amis au salon funéraire

Alfred Dallaire | MEMORIA
Chaque vie est une histoire.

1111, rue Laurier Ouest, Outremont
514 277 7778 | memoria.ca

Un service de voiturier sera disponible.

le mardi 4 juin de 14h00 à 17h00 et de 19h00 à 22h00, ainsi que le mercredi matin de 9h00 à 10h30. Les funérailles auront lieu le mercredi 5 juin à 11h00 à l'église Saint-Albert-Le-Grand (2715, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Outremont, H3T 1B6).

Elle aimait les fleurs, mais des dons à sa mémoire peuvent toutefois être faits à la Fondation des amis du Devoir, journal auquel elle a été assidue pendant plus de 60 ans.

L'inhumation aura lieu à une date ultérieure.



Dr Véronique Chevalier
1934 - 2019

À Montréal, le 24 mai 2019, est décédée Dr Véronique Chevalier, veuve de Frank Hubert.

Elle laisse dans le deuil ses sœurs, Marguerite (Byk), Jeanne, Darie (Rivest), ses belles-sœurs Marielle et Isla ainsi que de nombreux neveux et nièces.

Elle a pratiqué la psychiatrie durant de nombreuses années aux États-Unis et à Montréal. Toute sa vie, elle a pris soin des autres.

La famille recevra les condoléances le samedi 8 juin 2019 au Complexe funéraire Urgel Bourgie, 1255 Beaumont, Ville Mont-Royal, dès 10h et une cérémonie suivra à 11h30.

URGEL BOURGIE

Consultez notre registre sur urgelbourg.com / 514 735-2025

Des dons aux soins Palliatifs de l'hôpital Notre-Dame-de-la-Merci, à la Faculté de Médecine de l'Université de Montréal, à Dans la Rue ou à la SPCA seraient appréciés.



Lagacé, André
1935-2019

Au CISSME Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, le 26 mai 2019, est décédé à l'âge de 83 ans, Monsieur André Lagacé, époux de feu Monique Gaucher, demeurant à Saint-Hyacinthe.

Le défunt laisse dans le deuil ses enfants : Carole (Manfred Frank), Brigitte (Jean Hénault) et Mario (Lyne Phaneuf), ses petits-enfants : Ève, Maxime, Magalie et Kevin ainsi ses arrière-petits-enfants : Loik, Élyane et Léo.

Il laisse également dans le deuil ses frères et sœurs ainsi que plusieurs beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces, autre parents et amis. Des dons à la Fondation Aline-Letendre seraient appréciés.

La famille de Monsieur Lagacé recevra vos condoléances le vendredi 7 juin 2019 de 14h à 17h et de 19h à 22h au

U^L

COMPLEXE FUNÉRAIRE
Ubald Lalime

900 Bourdages Nord, Saint-Hyacinthe
Tél : 450-774-6417 www.ubaldlalime.com

Le samedi 8 juin 2019, la famille sera présente pour recevoir vos condoléances directement à l'église de la Cathédrale, 1900 Girouard Ouest, Saint-Hyacinthe, à compter de 9h30 et les funérailles seront célébrées à 10h30.



Ste-Marie, Sarah
1926-2019

À Ville Mont-Royal, le 14 mai 2019, à l'âge de 92 ans est décédée Sarah Ste-Marie, fille de feu Charles-Bernard Ste-Marie et de feu Marie Pratt.

Elle laisse dans le deuil sa sœur Madeleine (feu John M. Leslie) et son frère Germain (feu Monique Cloutier) ses neveux, nièces et amis (es). Elle fut précédée par ses sœurs : Monique (1956) et Jeanne (2005) et ses frères : Antoine (2002) (feu Yvette Gaudreau) et Roch (1986) (Nicole Duchesne).

Selon les volontés de la défunte, les funérailles eurent lieu dans la plus stricte intimité à la cocrathédrale de Longueuil et l'inhumation au cimetière du même lieu.

Un don à une institution pour femmes battues serait apprécié.

Ex-infirmière de Victoria Order of Nurses for Canada, Mlle Ste-Marie servit à Lachine, Qc, Edmundston, NB., Winnipeg et Vancouver. Elle fut aussi directrice des infirmières à la ville de Régina, SK. Au cours de sa carrière, elle travailla pour l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) à titre de conseillère au Vietnam, Burkina Faso (ex Haute-Volta) et au Zaïre et de consultante dans quelques autres pays d'Afrique.

Elle avait fait ses études d'infirmière à L'École de l'Hôpital Notre-Dame et par la suite obtint des diplômes des Universités de Montréal, d'Ottawa et de Chapel Hill (N.C.) USA.

La Maison Darche
Dignité

EN HOMMAGE À LA VIE

505 boul. Curé-Poirier Ouest

Longueuil, Qc, J4J 2H5

www.dignitequebec.com



Beaulieu, Georgette, SBC
1924-2019

À Alma, le 28 mai 2019, à l'âge de 94 ans, est décédée sœur Georgette Beaulieu, SBC, membre de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal.

Fille de feu M. Alphée Beaulieu et de feu dame Yvonne Doyon, elle était la sœur de Henri, Cécile, Arthur, Rita, Blanche, Gérard, Jacqueline, Gaston, Marcel, Robert et Paulette, décédés.

Elle laisse dans le deuil ses belles-sœurs : Solange Lapointe, Marguerite Munger, Lise Loiselle et Claude Parent, ainsi que ses neveux et nièces et de nombreux amis.

Elle sera exposée à la Résidence funéraire Lac Saint-Jean, à Alma, le dimanche 2 juin 2019 de 14h à 17h et de 19h à 21h et le lundi 3 juin 2019 à compter de 9h.

Les funérailles seront célébrées à l'église Saint-Sacrement, 265, boul. Dequen, Alma, le lundi 3 juin 2019, à 10h30 et l'inhumation suivra au cimetière d'Alma (secteur St-Joseph).

Des dons seraient appréciés à la Maison de campagne et d'entraide communautaire du Lac, 2915, Route du Lac Ouest, Alma, Qc, G8B 5V6.

Résidence funéraire Lac Saint-Jean

611, Chemin du Pont Taché Nord

Alma, Qc G8B 5W1

Tél. : 418 668-8409 - Téléc. : 418 668-9200

info@rflsj.com

PETITES ANNONCES

101

PROPRIÉTÉS À VENDRE

VERCHÈRES

Charmante maison (1930)
Intérieur tout en bois;
1 100 pc (sur 2 ét.) + s-sol;
3 cac, 1,5 s.d.bains,
poss. d'agrandissement.
1 acre en milieu rural, arbres
matures, jardins; 20 min. du
tunnel Lafontaine; aucun
camionnage; aqueduc;
tranquillité. 254 000 \$.
rtrotte@videotron.ca

160

APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

OUTREMONT- Grand 4 1/2
2e étage. Le Chambertain.
Session de bail. 1er juillet.
Terrasse. Garage. 1976 \$
(514) 773-4048

170

HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

CONDOS PARIS CENTRE
Près métro et services. WIFI.
Sem./mois À partir de 790 \$.
Location : 514-999-0546
paris.condo@sympatico.ca

PARIS - Petit bijou d'appart
sur la Butte Montmartre, au
cœur de Paris.
Paisible, ensoleillé,
ascenseur. 514-489-5955
appartement-montmartre.com

307

LIVRES ET DISQUES

LIBRAIRIE

Bonheur d'Occasion
achète livres de qualité en
tout genre. 514 914-2142
www.bonheuroccasion.com

515

INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR

BOGUE OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
20 ans d'expérience.
Service à domicile.
514 573-7039 Julien

695

AUTOMOBILES

BMW 1989 modèle 525
48 000 KM Seul Propriétaire
Belle comme une neuve
819-238-4653

Volks Jetta 2017, blanche
édition Wolfsburg
8300KM, 4 pneus (été/hiver)
Toute équipée, condition A1
18,000\$ 514-507-2189

Un don d'espoir
pour la vie
1-877-488-4222
www.ArmeDuSaut.ca



LES ENFANTS
DU MONDE
ONT BESOIN
DE VOTRE AIDE

▲ comme coopérant
▲ comme bénévole
▲ comme donateur

(514) 387-2541
poste 240
Nous vous aiderons
à les aider

www.monde.ca

Alternatives
CONSTRUIRE
ENSEMBLE
un monde
différent

Pour nous appuyer :
www.alternatives.ca
514-982-6606

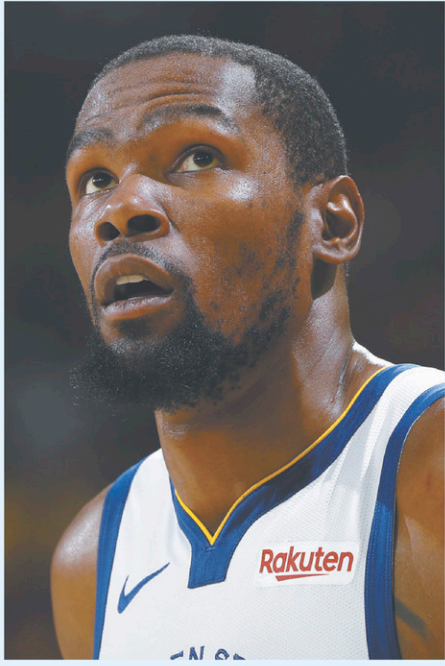
Communiquez avec
Le Mémoriel
pour publier :

- Avis de décès • Faire-part
- Remerciements • Condoléances
- Anniversaires • Hommage
- In memoriam

Le Mémoriel
1855, rue Du Havre, bureau 107
Montréal, Qc, H2K 2X4
Télé: 514 525-1149
Télé: 514 525-7999
deces@lememoriel.com

La Maison Darche
Dignité
EN HOMMAGE À LA VIE
505 boul. Curé-Poirier Ouest
Longueuil, Qc, J4J 2H5
www.dignitequebec.com

EN BREF



Kevin Durant
JOE MURPHY GETTY/AGENCE FRANCE-PRESSE

Durant devrait rater le deuxième match de la finale NBA

TORONTO — L'entraîneur des Warriors de Golden State, Steve Kerr, ne s'attend pas à ce que l'attaquant vedette Kevin Durant, blessé, participe au deuxième match de la finale de la NBA contre les Raptors de Toronto. « Kevin ne jouera pas dimanche, a révélé Kerr. Nous gardons espoir, mais il ne s'entraîne pas aujourd'hui [vendredi] et il ne s'entraînera pas demain [samedi]. Son état progresse. C'est presque impossible pour lui de jouer dimanche. » Durant, le joueur par excellence des finales de la NBA des deux dernières saisons, a raté les sept derniers matchs en raison d'une blessure au mollet. Les Raptors mènent la série 1-0. Après le deuxième match à Toronto, la série se déplacera vers Oakland, en Californie.

La Presse canadienne

La LNH absout Kuznetsov

WASHINGTON — La Ligue nationale de hockey a mis fin à son enquête sur l'attaquant vedette des Capitals de Washington Evgeny Kuznetsov. Dans une vidéo mise en ligne sur Twitter et maintenant retirée, on voyait le Russe dans une chambre d'hôtel avec des lignes d'une poudre blanche — sans qu'il y touche — sur une table devant lui. Le commissaire adjoint de la LNH, Bill Daly, a interviewé le joueur. « Bien que nous n'encourageons ou n'appuyons pas certaines des décisions prises cette soirée-là, le récit de M. Kuznetsov s'aligne avec les informations que nous avons pu colliger et nous ne pouvons pas remettre en question son compte rendu de ce qu'il a fait — ou n'a pas fait — ce soir-là, a-t-il déclaré. Nous considérons l'affaire close. » Kuznetsov avait affirmé que la vidéo datait de 2018, à Las Vegas, quand les Capitals avaient gagné la coupe Stanley.

Associated Press

Roland-Garros : Federer et Nadal en huitièmes

PARIS — Roger Federer a profité de son 400^e match en Grand Chelem pour inscrire une victoire de 6-3, 6-1, 7-6 (8) aux dépens de Casper Ruud, un joueur dont le père figurait au tableau principal quand le champion de 20 titres majeurs a fait ses débuts à Roland-Garros en 1999. Le Suisse est devenu le joueur masculin le plus âgé à atteindre le quatrième tour du tournoi français en presque 50 ans. L'Espagnol Rafael Nadal a pour sa part perdu l'une de ses rares manches contre le Belge David Goffin, mais l'a finalement emporté 6-1, 6-3, 4-6, 6-3. Chez les dames, Karolina Pliskova, deuxième tête de série, s'est inclinée en deux manches identiques de 6-3 au troisième tour contre Petra Martić, assurant ainsi Naomi Osaka de conserver son premier rang mondial.

Associated Press

La LCF devient propriétaire des Alouettes

LA PRESSE CANADIENNE

La Ligue canadienne de football a confirmé vendredi être devenue propriétaire des Alouettes de Montréal.

Dans un communiqué de presse émanant du bureau de la LCF, la famille Wetenhall ont travaillé ensemble au cours des derniers mois afin de trouver et d'évaluer de nouveaux propriétaires potentiels. Ce processus se poursuit.

La LCF dit croire fermement à l'avenir des Alouettes de Montréal et est persuadée que le processus « permettra de trouver un ou des propriétaires dévoués qui apporteront une nouvelle ère de prospérité à long terme à Montréal et au sein de la ligue ». La LCF assume maintenant le plein contrôle de l'organisation en plus des responsabilités opérationnelles.

Le président Patrick Boivin a déclaré que les Alouettes étaient « prêts à recevoir [leurs] partisans au stade Memorial Percival-Molson afin de vivre la saison 2019 avec eux et avec l'ensemble de [leurs] partenaires ». « Nos opérations et notre capacité financière sont intactes cette saison. »

Cela marque un nouveau chapitre dans la riche histoire de l'équipe

LA LIGUE CANADIENNE DE FOOTBALL



III SOCCER

Impact : la vie sans Piatti

LA PRESSE CANADIENNE

La saison 2019 de l'Impact de Montréal est parsemée d'embûches. La plus récente, qui verra Ignacio Piatti rater de deux à trois mois d'action en raison d'une nouvelle blessure au genou droit, a secoué l'équipe, tout particulièrement Rémi Garde.

« C'est un énorme coup dur. C'est une tuile dans notre jardin. Ça continue », a déclaré l'entraîneur-chef de l'Impact lors de sa rencontre avec les médias vendredi matin.

« Qu'est-ce que vous voulez faire ? Le premier à qui je pense, c'est "Nacho", évidemment, parce que, déjà, je l'ai vu tellement malheureux jusqu'à présent de ne pas pouvoir jouer. De sortir d'une blessure avec les efforts que ça demande, d'avoir un autre coup dur comme ça, c'est terrible pour lui. Et, bien sûr, pour l'équipe c'est très embêtant. »

Piatti, qui a déjà raté 10 des 15 premières parties de l'Impact en raison d'une blessure différente survenue le 16 mars à Orlando, a étiré le ligament extérieur de son genou lors de la rencontre de vendredi contre le Los Angeles Football Club.

L'Argentin avait amorcé ce match et avait été retiré du terrain après avoir joué pendant 64 minutes. Il semble toutefois qu'il ait ressenti une douleur au genou après la partie.

Pour celui qui totalise trois buts en cinq matchs, une absence de huit semaines pourrait mener à un retour au jeu le 27 juillet contre l'Union de Philadelphie au stade Saputo. Il manquerait alors huit rencontres du calendrier de la MLS. L'Impact doit aussi jouer deux matchs dans le cadre du Championnat canadien, les 10 et 24 juillet.

Dans le cas du pire scénario, soit une absence de 12 semaines, Piatti ne reviendrait donc au jeu que vers la fin du mois d'août et il pourrait manquer trois ou quatre matchs additionnels.

Sans en être totalement certain, Garde estime que la formation montrealaise devra se passer de son as argentin pendant huit semaines, au minimum. « Je ne peux pas vous répondre



Ignacio Piatti ne devrait pas jouer avant août.

TONY AVELAR
ASSOCIATED PRESS

précisément tout simplement parce que les médecins ne peuvent pas répondre précisément. Ça dépend de la vitesse de la cicatrisation de cette blessure. Il y a des joueurs, vous, moi, tout le monde ne cicatrise pas à la même vitesse. C'est une fourchette. Si on parle de deux mois, à mon avis, c'est deux mois avant de pouvoir reprendre la réathlétisation. Malheureusement, d'après ce que j'ai compris, je n'imagine pas forcément "Nacho" reprendre un match dans deux mois. Mais j'espère me tromper. »

Aimé de tous

Bacary Sagna était également très peiné pour son coéquipier. « Ce n'est pas facile pour lui, pour cette équipe, a fait remarquer le défenseur. Il est notre capitaine et il sera toujours notre capitaine. Il est le meilleur joueur de l'Impact. Nous savons à quel point les amateurs l'aiment, à quel point cette équipe l'aime. Il a toujours tout donné à cette équipe. Nous l'attendons impatiemment. »

Alors que l'Impact (7-6-3) reprendra le collier samedi contre l'Orlando City SC (4-7-3), un joueur qui pourrait profiter de l'absence de Piatti sera Harry Novillo, de qui on attendait davantage qu'un but en sept rencontres.

« C'est clair qu'Harry est arrivé ici avec l'ambition de faire des choses, et moi j'avais l'ambition pour l'équipe qu'il puisse nous rendre des services et même plus que ça, a reconnu Garde. Et pour l'instant, c'est vrai qu'on n'est pas tout à fait en phase par rapport à ces attentes. Alors, oui, s'il devait jouer ce match, bien sûr qu'il faudra, aidé par ses coéquipiers, qu'il fasse un très bon match. »

Le Québécois Mathieu Choinière sera également absent à la suite de sa blessure lors d'un violent choc tête contre tête avec Justin Glad à la 74^e minute de jeu. « Malheureusement, Mathieu est rentré dans le protocole des commotions cérébrales. Il sera absent demain c'est sûr. J'ai un petit espoir pour le match de mercredi », a indiqué Garde.

Malheureusement, d'après ce que j'ai compris, je n'imagine pas forcément "Nacho" reprendre un match dans deux mois

RÉMI GARDE



Achetons tableaux de qualité
canadiens et européens.
Grande valeur offerte



Marc-Aurèle Fortin "La Vieille Forge", v. 1945, aquarelle, 22" x 28"

Borduas Lemieux
Ferron Letendre
Fortin McEwen
Gagnon Pellan
Krieghoff Riopelle
Suzor-Coté et autres...

Évaluation verbale
gratuite à domicile
pour les noms
ci-haut mentionnés,
selon la disponibilité

RENDEZ-VOUS
CONFIDENTIEL

Claude Lafitte
évaluateur et
expert conseil

Galerie Claude Lafitte
depuis 1975 • 514.842.1270
www.lafitte.com

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas,
papiers Lalo, papier St-Gilles,
cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau,
sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30



Dans l'installation-performance *This Time Will Be Different*, on verra des enfants déchirer les 600 pages du rapport *Vérité et réconciliation*
ADRIAN MORILLO

III FESTIVAL TRANSAMÉRIQUES

Pour que la mémoire demeure

Émilie Monnet et Lara Kramer proposent une réflexion sur les pensionnats autochtones dans *This Time Will Be Different*

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Crie de Mistissini, l'artiste Glenna Matoush est une survivante des pensionnats autochtones. C'est autour d'elle que s'est construite l'installation *This Time Will Be Different*, que les performeuses Émilie Monnet et Lara Kramer présentent au Festival TransAmériques. Mais Glenna Matoush, qui a aujourd'hui 74 ans, en sera absente, parce qu'elle est à l'hôpital. Ses petits-enfants, héritiers de la tradition, seront néanmoins sur scène avec les performeuses.

« On sera trois générations sur scène affectées par les pensionnats », dit Émilie Monnet en entrevue.

L'installation-performance, qui est en fait une cérémonie intergénérationnelle, compte entre autres des conversations enregistrées entre les performeuses et des membres de leur communauté. Cet aspect de l'œuvre est important, lorsqu'on sait que l'expérience des pensionnats a longtemps été tenue secrète dans les communautés.

On verra aussi des enfants déchirer les 600 pages du rapport *Vérité et réconciliation*. Ce rapport, terminé en 2015, concluait les audiences tenues par la commission du même nom à travers le Canada. Ces audiences visaient à faire connaître aux Canadiens cet épisode très douloureux de l'histoire autochtone. Or, cette connaissance de l'histoire des peuples autochtones demeure défaillante au Canada, selon Émilie Monnet.

Officiellement, la Commission Vérité et réconciliation devait également poser

les jalons d'une réconciliation entre les peuples autochtones et le reste des Canadiens. Pour les créatrices de *This Time Will Be Different*, le gouvernement canadien met trop de temps à mettre en œuvre les recommandations de ce rapport.

Déjà, en 1996, rappelle Émilie Monnet, la Commission royale sur les peuples autochtones, créée dans la foulée de la crise d'Oka, faisait une série de recommandations que le gouvernement canadien a tardé à mettre en place. « Il y a eu 20 ans entre les deux rapports. Qu'est-ce qui a changé en 20 ans ? » demande-t-elle.

Au moment où la performance *This Time Will Be Different* est présentée, un autre rapport, celui de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones assassinées et disparues, sera également déposé à Ottawa. « On a l'impression que les choses vont de mieux en mieux, mais c'est surtout par rapport au discours sur la réconciliation, dit Émilie Monnet. Dans les faits, si on regarde les statistiques sur l'incarcération des Autochtones ou le nombre d'enfants autochtones dans les services de protection de la jeunesse, c'est toujours en hausse. Il y a plus d'enfants autochtones dans le système de protection de la jeunesse qu'il y en a eu dans toute l'histoire des pensionnats. »

Pour Émilie Monnet, l'absence sur scène de Glenna Matoush illustre, d'une certaine façon, le fait que les gardiens de la mémoire autochtone et les survivants des pensionnats disparaissent les uns après les autres. Et que toute leur histoire pourrait être oubliée si on tarde trop à la faire connaître.

On sera trois générations sur scène affectées par les pensionnats

ÉMILIE MONNET



This Time Will Be Different

Du 1^{er} au 4 juin 2019. Au studio Hydro-Québec du Monument-National.

III MÉDIAS

Les employés du journal *Métro* en voie de se syndiquer

AMÉLI PINEDA
LE DEVOIR

Partageant désormais les mêmes bureaux que des syndiqués d'une trentaine d'hebdomadaires montréalais, les employés de la salle de rédaction du journal *Métro* ont engagé des procédures pour se syndiquer à leur tour.

« Les employés des hebdomadaires de Transcontinental qui ont été repris par *Métro Média* [en avril 2018] étaient déjà syndiqués, tandis que ceux du journal *Métro* ne l'étaient pas. Avec le déménagement des employés sous un seul et même toit, les employés syndiqués ont voulu adapter leur unité syndicale à la nouvelle entreprise », explique Pascale Saint-Onge, présidente de la Fédération nationale des communications (FNC-CSN). Pour faire des économies, l'entreprise a centralisé cet hiver ses activités dans un local du boulevard Marcel-Laurin, à l'angle des autoroutes 15 et 40.

Une requête en accréditation a été déposée le 22 mai dernier devant le Tribunal administratif du travail (TAT) par la Confédération des syndicats nationaux du Québec (CSN). Si celle-ci est autorisée, l'unité se nommera Syndicat montréalais de l'information et couvrira au total une quarantaine d'employés. Ce seraient donc une quinzaine d'employés du quotidien montréalais gratuit qui se retrouveraient nouvellement syndiqués, soit tous les journalistes, les secrétaires, les rédacteurs en chef et les employés surnuméraires.

Andrew Mulé, le vice-président de la maison mère *Métro Média*, a indiqué qu'il s'attendait au dépôt de cette demande qu'il qualifie de « formalité ».

« Nous étions conscients qu'avec le déménagement, l'unité syndicale allait devoir inclure les employés qui exercent les mêmes fonctions que celles de leurs membres », a-t-il indiqué. M. Mulé souligne par ailleurs avoir une « très bonne relation » avec le syndicat. Auparavant, les employés ne se côtoyaient pas au quotidien, puisque les bureaux du quotidien *Métro* se situaient en plein cœur du centre-ville de Montréal. Les hebdomadaires avaient quant à eux deux locaux dans la métropole.

Pour ce qui est des conditions de travail, M. Mulé n'a pas souhaité s'avancer. « C'est très prématuré, on est à des mois de discuter de ces détails-là », a-t-il dit.

Actuellement, la convention collective des employés syndiqués des hebdomadaires de *Métro Média* est échue depuis septembre 2018. Son application demeure en vigueur jusqu'à son renouvellement. Quant aux employés du quotidien *Métro*, ils conserveront leurs conditions actuelles en attendant l'autorisation de leur requête.

La centralisation de *Métro Média*, combinée à des lacunes dans la gestion, avait provoqué des démissions en bloc d'employés de *Métro* en mars dernier.

Le quotidien gratuit avait vu cinq employés de la rédaction et une responsable des ventes remettre leur démission en quelques jours.



Les employés du quotidien *Métro* conserveront leurs conditions actuelles en attendant l'autorisation de leur requête d'accréditation.

ANNIK MH DE
CARUFEL ARCHIVES
LE DEVOIR

III CRITIQUE THÉÂTRE

Toute la vérité

Le *Pinocchio* vu par Joël Pommerat s'adresse indéniablement à notre époque

CHRISTIAN SAINT-PIERRE
COLLABORATEUR
LE DEVOIR

Marion Boudier, dramaturge de la Compagnie Louis Brouillard, qui publie ces jours-ci chez Actes Sud un deuxième ouvrage issu de ses incursions dans l'atelier de Joël Pommerat, explique à fort juste titre que ce dernier amène le pantin imaginé par Carlo Collodi en 1881 à incarner « un certain individualisme contemporain égoïste et fasciné par l'argent ». Inspirantes sans être manichéennes, exemplaires sans être doctrinaires, rarement les aventures de *Pinocchio* n'auront semblé si contemporaines.

En 2008, quatre ans après *Le Petit Chaperon rouge* et trois ans avant *Cendrillon*, l'auteur et metteur en scène offrait *Pinocchio*, une relecture du célèbre conte pour enfants franchement inquiétante et néanmoins magique, une expérience initiatique en clair-obscur qui s'apparente à une invitation aussi bien qu'à un avertissement. Onze ans plus tard, le spectacle de 75 minutes destiné à tous les publics (à compter de 8 ans) est accueilli par le Théâtre français du CNA — et plus particulièrement par Brigitte Haentjens, qui se passionne pour le travail de Pommerat depuis 20 ans — juste avant d'être présenté à la Bordée à l'occasion du Carrefour.



« Mesdames messieurs, rien n'est plus important dans la vie que la vérité... Rien n'est plus important que la vérité... oui. Rien n'est plus important que de Vivre dans la vérité. » Ces paroles adressées au public en guise de préambule, c'est le Présentateur qui les prononce. Si l'homme, à la fois narrateur, guide, maître de cérémonie et metteur en scène, exprime avec tant d'insistance le caractère crucial de la

Une scénographie et des éclairages prodigieux nous entraînent de la forêt à la mer, de l'enclos des ânes aux entrailles d'une baleine.

ELISABETH
CARECCHIO

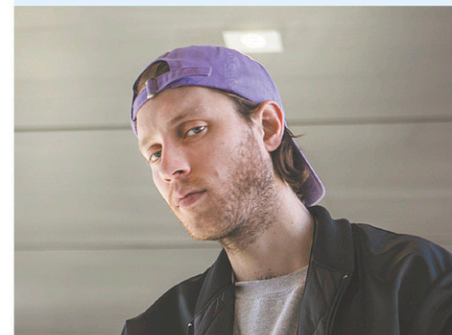
vérité, c'est que *Pinocchio* — qui a, c'est bien connu, un engouement peu commun pour le mensonge — aura une quête périlleuse à mener avant de toucher à sa vérité, avant d'être authentique et que sa vie puisse commencer pour de bon.

S'adressant aux enfants aussi certainement qu'aux adultes, truffé d'ironie et d'intelligence, le texte traduit de manière cinglante la posture de l'être humain floué tel un pantin par le capitalisme. Quant à l'aspect esthétique de la représentation, on y trouve tous les frissons, tous les sursauts, tous les émerveillements qui ont fait la réputation du créateur. Une scénographie et des éclairages prodigieux, qui nous entraînent de la forêt à la mer, de la boîte de nuit à la prison, de l'enclos des ânes aux entrailles d'une baleine. Une composition originale dont le chant des instruments à vent prend aux tripes. Mais surtout cinq comédiens charismatiques, de véritables prestidigitateurs dont on jurerait qu'ils se métamorphosent dès qu'on cligne des yeux.

Pinocchio

D'après Carlo Collodi. Texte et mise en scène : Joël Pommerat. Une production de la Compagnie Louis Brouillard. Au théâtre Babs Asper du CNA jusqu'au 1^{er} juin. À la Bordée, à l'occasion du Carrefour, du 5 au 8 juin.

À LIRE



MARIE-FRANCE COALLIER LE DEVOIR

La critique du spectacle de **Loud** au Centre Bell, par notre journaliste Philippe Renaud sur toutes les plateformes numériques du *Devoir*.



MAXIME ROBERT-LACHAINE

Et aussi, la critique du spectacle **Gender*cker** au FTA par notre journaliste Christian Saint-Pierre.

Et enfin, la critique du spectacle **CUTLASS SPRING** de Dana Michel au FTA par notre journaliste Catherine Lalonde.

LE DEVOIR EN NORVÈGE

La révolution de la voiture électrique

La Norvège passe pour un pays modèle en matière de lutte contre les changements climatiques. *Le Devoir* est allé voir sur place en quoi elle pouvait servir d'inspiration... ou pas. Dans ce premier article d'une série, l'histoire de son engouement pour les véhicules électriques.

ÉRIC DESROSIERS
EN NORVÈGE
LE DEVOIR



Il n'y a pas foule, cet après-midi-là, chez le concessionnaire Audi-Volkswagen de Trondheim, en Norvège, et les quelques clients présents n'ont d'yeux que pour la voiture blanche qui trône au milieu de la salle d'exposition. « C'est la folie, dit le vendeur, Asbjørn, du premier modèle entièrement électrique d'Audi. On a doublé nos ventes totales depuis sa sortie, il y a un an, même si presque plus personne n'achète les autres modèles à essence. »

L'un des clients qui tournent autour du nouveau modèle s'appelle aussi Asbjørn. La jeune trentaine et la barbe rousse, il hésite entre la voiture de luxe et un modèle de Volkswagen moins cher, mais également électrique. Le fait qu'il vive dans un pays de froid, où les distances entre les villes sont souvent grandes et où les bornes de recharge sont parfois rares, surtout plus on va vers le nord, ne l'ébranle pas dans sa décision. « Le réseau de bornes va continuer de se développer, dit le futur père de famille dont la ville se situe à 500 km au nord de la capitale, Oslo. On gardera peut-être, pendant un temps, l'une de nos deux voitures au diesel pour les trajets plus longs dans les coins plus reculés, mais l'avenir est aux autos électriques. Bien sûr, on trouve cela important de faire ce qu'on peut pour l'environnement. Mais c'est surtout une affaire d'argent. »

Envoyer les bons signaux

La Norvège fascine le reste du monde par la fulgurance de sa transition vers les véhicules électriques. Estimés à plus de 11,5 % de l'ensemble du parc automobile norvégien, les véhicules électriques et hybrides rechargeables sont passés, en moins de dix ans, de la partie congrue à plus de la moitié des ventes de voitures neuves cette année. À Oslo, cette proportion frôle même les 80 %. À ce rythme, le pays semble être en bonne voie d'atteindre son objectif de porter cette proportion à 100 % pour l'ensemble de son territoire d'ici 2025. Selon une analyse de la firme de consultants McKinsey publiée l'an dernier, la Norvège est le seul endroit au monde où cette transition est si avancée qu'on peut désormais la considérer comme irréversible.

Ce virage spectaculaire est le résultat d'un bouquet de mesures visant à rendre plus attrayant le choix d'un véhicule électrique, notamment financièrement. Cela commence par une taxe carbone salée sur les carburants fossiles et une exemption pour les voitures électriques des taxes sur la vente de véhicules neufs qui, en Norvège, gonflent leur prix d'achat d'au moins le tiers. Les conducteurs de voitures électriques sont aussi exemptés des nombreux et coûteux péages sur les routes et à l'en-



En Norvège, les voitures électriques peuvent souvent emprunter les voies réservées aux autobus, comme sur cette route en banlieue d'Oslo.

PIERRE-HENRY DESHAYES AGENCE FRANCE-PRESSE

Portrait comparatif de la Norvège, du Québec et du Canada

Pays	Population (en millions)	PIB/habitant (\$US)	Émissions de CO ₂ (tonnes par habitant)	Proportion de véhicules électriques ou rechargeables
Norvège	5,3	66 400	8,4	11,5 %
Canada	37,2	47 000	16,0	0,4 %
Québec	8,4	40 400	9,6	0,8 %

Source OCDE, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Global Carbon Project (GCP) et le gouvernement du Québec. Infographie Le Devoir

trée de plusieurs villes, ont souvent accès gratuitement aux bornes de recharge publiques, ont parfois droit à des stationnements publics gratuits dans les centres-villes et se voient offrir la possibilité d'emprunter les voies réservées aux transports publics.

Riche et fière de ses actions

Moins peuplée que le Québec, avec seulement 5,3 millions d'habitants, mais plus d'une fois et demie plus riche grâce, notamment, à la manne pétrolière et gazière tirée de la mer du Nord, la Norvège trône au sommet du classement de l'indice de développement humain des Nations unies. Juché bien plus au nord que le Québec, mais généralement un peu moins froid grâce à l'effet temporisateur du Gulf Stream, le pays met en scène une nature à couper le souffle où s'entremêlent les montagnes, les fjords et les vallées. Amoureux de plein air au point où la moitié de la population a son chalet, les Norvégiens aiment à penser et à faire savoir au reste du monde qu'ils accordent une importance particulière à la protection de l'environnement. On doit notamment à l'une de ses anciennes premières ministres, Gro Harlem Brundtland, la popularisation du concept de développement

durable dans les années 1980.

Dans la lutte contre les changements climatiques, la Norvège (8,4 tonnes de CO₂ par habitant) part de moins loin que le Canada (16,0) ou même le Québec (9,6), mais accuse tout de même du retard sur ses voisins suédois (4,2) et danois (6,0), ou même la France (5,5) et le Royaume-Uni (5,8), selon Global Carbon Project. Lié à plusieurs institutions et règles de l'Union européenne sans en être membre à part entière, le pays a fait sien son engagement de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2030. Cet engagement est similaire à celui pris par le Québec (37,5 %), et bien supérieur à celui du Canada (30 % par rapport à 2005, ou l'équivalent de 15 % par rapport à 1990), et apparaît, à la différence des deux autres, en voie d'être respecté.

« Il y a un très large consensus dans le pays sur l'importance d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, y compris dans les milieux d'affaires, déclare Per Oyvind Langeland, directeur de la principale association patronale norvégienne, la NHO. On a déjà eu, nous aussi, nos climatosceptiques, mais quelqu'un qui nierait aujourd'hui la

réalité des changements climatiques, ou l'urgence d'agir, ferait rire de lui. »

Chance et volonté politique

À l'instar du Québec, la quasi-totalité de l'électricité norvégienne vient de barrages hydroélectriques, ce qui assure une énergie abondante et bon marché, mais n'y laisse pas d'espoir de réduction de GES. Comme le Canada, la Norvège ne veut pas non plus renoncer à son secteur pétrolier et gazier, qui compte pour plus du tiers de ses émissions. Conséquemment, le pays n'a d'autre choix que de s'attaquer de façon musclée au secteur du transport, qui pèse presque aussi lourd (28 %) sur son bilan, explique Bård Lahn, chercheur au Center for International Climate Research à Oslo.

« La politique sur les véhicules électriques est un peu un coup de chance », poursuit le chercheur. Adoptée dans les années 1990 à une époque où une telle transition n'était qu'un rêve improbable, la décision de les exempter de taxe de vente n'a commencé à donner des résultats qu'avec la récente apparition de modèles plus performants. « Devant ce succès inattendu qui était devenu l'objet de fierté nationale, le gouvernement norvégien a décidé d'en faire une mesure phare de sa politique climatique. »

Cette mesure n'est pas la seule. Le gouvernement concentre désormais ses efforts sur la réduction de la pollution des autobus et des véhicules lourds. Le ministère du Transport a également organisé et financé le développement d'un navire entièrement électrique qui lui permettra, dès 2022, de voir le tiers de ses 200 traversiers passer à cette nouvelle technologie, en plus d'ouvrir un nouveau marché d'exportation à son industrie maritime. L'agence publique responsable des 44 aéroports du pays (Avinor) vient de conclure, quant à elle, une entente avec le constructeur d'avion Airbus et le transporteur aérien scandinave SAS visant à aider l'entrée en service d'avions commerciaux régionaux électriques ou hybrides d'une centaine de places d'ici 2040.

Courir derrière le train

Tout ne va pas cependant sans heurt. Le développement du réseau de bornes de recharge n'arrive pas, par exemple, à suivre l'explosion du nombre de véhicules électriques. « On court derrière le train », admet le responsable du dossier à la Ville d'Oslo, Sture Portvik.

Et puis, comme la transition semble bien enclenchée, les propriétaires ont déjà commencé à perdre une partie de leurs privilèges en matière, notamment, de péages routiers et d'accès aux voies prioritaires. Des critiques sur le coût et le dérangement infligés par toutes ces politiques se font aussi de plus en plus entendre, notamment du côté de la droite populiste.

Les résultats spectaculaires obtenus jusqu'à présent en matière de véhicules électriques montrent l'importance d'un certain interventionnisme gouvernemental et d'une diversification des modes d'action, pense le chercheur Bård Lahn. « Il y a dix ans, j'aurais dit qu'une taxe carbone adéquate pouvait faire le gros du travail dans la lutte contre le changement climatique. Mais on réalise aujourd'hui qu'il vaut mieux mettre en avant une diversité de mesures, et que même avec un prix du carbone élevé le secteur privé ne peut pas, à lui seul, mettre en place les règles, les infrastructures, les ressources financières et les politiques d'occupation du territoire requises pour assurer une transition de cette ampleur. »

Les avancées dans le domaine du transport forcent aussi à se poser la question de la prochaine étape, note l'expert. On voit revenir à l'avant-plan, dans le débat public, la question que plusieurs, en Norvège, voudraient éviter : soit l'avenir du pays dans l'aventure pétrolière.

Lundi : La Norvège essaie comme elle peut de réconcilier écologie et industrie pétrolière.

Ce reportage a été financé grâce au soutien du Fonds de journalisme international Transat-Le Devoir.



Asbjørn, vêtu d'un manteau noir, songe à acheter une voiture électrique pour des raisons d'économie.

ÉRIC DESROSIERS LE DEVOIR

LEDEVOIR

1265, rue Berri, 8^e étage,
Montréal (Québec) H2L 4X4
Métro Berri-UQAM
Ouvert du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30



Suivez-nous
sur LeDevoir.com
et sur nos réseaux
sociaux



RÉDACTION

Téléphone
514 985-3333
Courriel
redaction@ledevoir.com

RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION

Téléphone
514 985-3333

ABONNEMENTS

(du lundi au vendredi
de 7 h 30 à 16 h 30)
Téléphone
514 985-3355
Extérieur de Montréal
1 800 463-7559 (sans frais)
Courriel
abonnements@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-5967

PUBLICITÉ

Téléphone
514 985-3399
Extérieur de Montréal
(sans frais)
1 800 363-0305
Courriel
publicite@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

AVIS PUBLICS ET APPELS D'OFFRES

Téléphone
514 985-3452
Courriel
avisdev@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

PETITES ANNONCES ET PUBLICITÉ PAR REGROUPEMENT

Téléphone
514 985-3322
Courriel
petitesannonces@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir inc., dont le siège social est situé au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec) H2L 4X4. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Jacques de Mirabel, division de Québec Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450, avenue Béchard, Québec, qui est la propriété de Corporation SunMedia, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoi de publication — Enregistrement no 0858. Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.